



## Afrique Australe



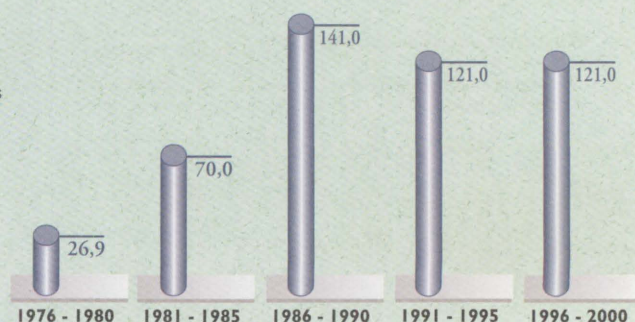
L'opposition à l'apartheid en Afrique du Sud, les guerres civiles en Angola e au Mozambique et l'absence de démocratie dans certains pays ont sérieusement affecté la société civile et l'économie de la région Australe dans les années 80. Le passage de la SADCC (Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique Australe) à la SADC (Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe) en 1992, ainsi que la transition réussie de l'Afrique du Sud vers un gouvernement démocratique et son adhésion à la SADC en août 1994, ouvrent des perspectives sans précédent pour l'Afrique Australe. Les pays de la région ont maintenant de nouvelles possibilités de renforcer la coopération et l'intégration régionale, dans un nouveau contexte de sociétés démocratiques et d'économies de marché.

Depuis 1976, la coopération régionale a été encouragée et appuyée par l'Union européenne, de façon accrue à partir de l'existence de la SADCC. A ce jour, près de 478 millions d'écus ont été alloués à cette forme de coopération. Le Programme Indicatif Régional de Lomé IV (128,9 millions d'écus) est axé sur trois secteurs: le transport et les communications, le développement des ressources humaines, et la sécurité alimentaire et les ressources naturelles. Plus récemment, l'intégration économique régionale et la libération des échanges commerciaux intra-régionaux ont été inclus dans les domaines prioritaires de la région. les projets les plus importants comprennent: la réhabilitation du port de Beira, des projets de contrôle de maladies animales, la réhabilitation des lignes de transmission, réhabilitation de la route nationale Trans-Caprivi et la route du corridor de Beira.

En octobre 1996, le PIN régional de coopération sous Lomé IV, second protocole financier, s'élevait à 121 millions d'écus. Les deux projets prioritaires pour les cinq ans à venir sont les infrastructures et services (45% du PIN) et; pour la première fois, le commerce, les investissements et les questions monétaires (jusqu'à 20% des financements).

### FED + budget

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million





ANGOLA  
 BOTSWANA  
 LESOTHO  
 MALAWI  
 MOÇAMBIQUE  
 NAMIBIA  
 SWAZILAND  
 ZAMBIA  
 ZIMBABWE

## Southern Africa

*Afrique Australe  
 Southern Africa*

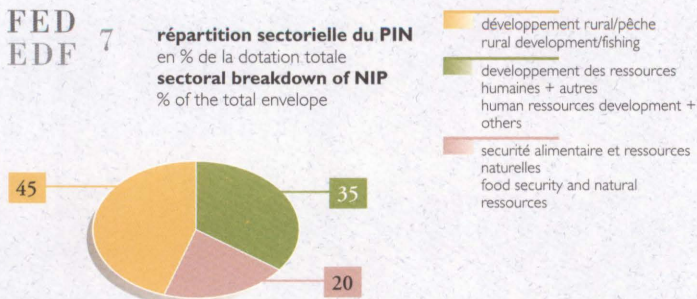
The evolution of SADCC (Southern African Development Co-ordination Conference) to SADC (Southern African Development Community) in 1992, together with the successful transition to representative government in South Africa and its membership of SADC in August 1994, opens unprecedented perspectives for Southern Africa. This new joint endeavour includes further development of an intra-regional political dialogue directed at strengthening peace, security and stability as well as the commitment towards intra-regional trade liberalisation. There is now scope for the countries in the region to build closer regional cooperation and integration, in the new context of more democratic societies and market-oriented economies.

Since 1976, regional cooperation in Southern Africa has been encouraged and supported by the European Union. To date, almost ECU 478 million have been allocated to this kind of cooperation in the Southern Africa region. The Lomé IV Regional Indicative Programme (ECU 128.9 million), as with previous regional programmes, focuses principally on three sectors: transport and communications, human resources development and food security and natural resources. The most important projects include the rehabilitation of the Beira Port, animal diseases control projects, the rehabilitation of the Cabora Bassa/South Africa transmission lines, and the road in the Beira corridor.

In October 1996, the Regional Indicative Programme for cooperation under the second protocol of the Lomé IV Convention was signed in Windhoek, Namibia, for an amount of ECU 121 million. The two priority areas of cooperation for the next five year period are: Infrastructure and Services (45% of indicative allocation of funds) and, for the first time, trade, investment and finance (up to 20% of the funds).

FED  
 EDF 7

**répartition sectorielle du PIN**  
 en % de la dotation totale  
**sectoral breakdown of NIP**  
 % of the total envelope







## Afrique Centrale

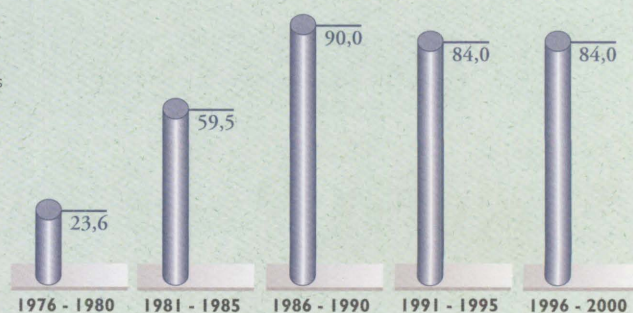


Sept Etats forment la vaste région d'Afrique Centrale peuplée d'environ 62 millions d'habitants et caractérisée par une très grande diversité sous de nombreux aspects.

Depuis 1976, plus de 257 millions d'écus ont été alloués en faveur de la coopération régionale. Les fonds du 7ème FED réservés à cette forme de coopération dans le cadre du Programme Indicatif Régional (84 millions d'écus) sont axés sur le renforcement de l'intégration économique régionale à travers, notamment, des financements bénéficiant aux itinéraires régionaux de transit définis dans le cadre du programme régional de réformes de l'union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale (UDEAC). Par ailleurs, l'Union européenne poursuivra son action en faveur de l'utilisation rationnelle des écosystèmes forestiers.

### FED + budget

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million





CAMEROON/CAMEROUN

CENTRAFRIQUE

CONGO

GABON

GUINEA ECUATORIAL

SÃO TOMÉ E PRINCIPE

ZAIRE

## Central Africa

*Afrique Centrale*  
*Central Africa*

The spacious Central African regions is formed of seven States with a population of about 62 million inhabitants, characterised by great diversity in numerous respects.

Since 1976, more than ECU 257 million have been allocated for regional cooperation. In the framework of this cooperation, the Lomé IV Regional Indicative Programme, which amounts to ECU 84 million, concentrates on strengthening regional economic integration by providing financing benefiting regional transit traffic routes defined within the UDEAC's (Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale) Regional Reforms Programme. The European Union will also continue supporting the rational use of forestry ecosystems.

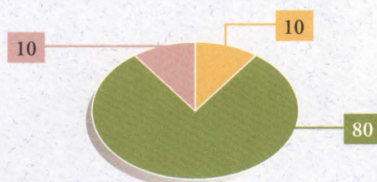
FED  
EDF 7

**répartition sectorielle du PIN**  
en % de la dotation totale  
**sectoral breakdown of NIP**  
% of the total envelope

développement rural/pêche  
rural development/fishing

transport et communications  
transport and communications

autres  
others







## Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique



Cette région couvre plus de 6,2 millions de km<sup>2</sup>, soit plus de deux fois la surface du territoire de l'Union européenne. Elle a une population de 166 millions d'habitants qui représentent le tiers de la population de l'ensemble des Etats ACP. Les pays de l'est et de la Corne de l'Afrique diffèrent par leur géographie, leur climat et leurs données historiques et politiques.

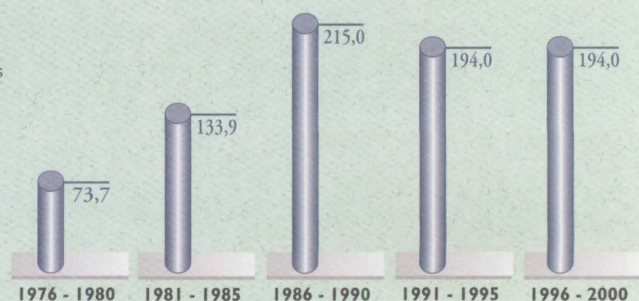
La région a souffert depuis trente ans de la famine et des guerres civiles. Certains des Etats qui composent la région, tels l'Éthiopie, le Soudan, le Rwanda et le Burundi ont été longtemps l'objet de préoccupations internationales. Ainsi, il n'a pas été possible de mettre en oeuvre les programmes d'aide de Lomé dans cette région, notamment au Rwanda et au Burundi. La poursuite des différents programmes d'aide d'urgence a eu des conséquences variées sur l'environnement de ces pays.

Le principal problème auquel doit faire face la région est celui de l'instabilité politique, bien que dans nombre de ces pays la tendance est l'amélioration du climat politique. L'ensemble de ce climat incertain a contribué à retarder la mise en oeuvre des aides efficaces à la reconstruction. L'autre handicap de la région réside dans le très mauvais état des infrastructures de transport, ce qui constitue d'autres obstacles à l'expansion des échanges commerciaux au sein de la région.

Les principales priorités de Lomé IV sont le transport et les communications, la sécurité alimentaire et la conservation des ressources alimentaires. Au cours des deux dernières décennies, la majeure partie de l'assistance apportée à cette région a porté sur l'amélioration des transports pour désenclaver les pays éloignés de tout accès maritime. Ainsi 400 millions d'écus ont été engagés à cet effet pour aider aussi ces pays à mener une politique autonome de développement. Mais l'absence d'infrastructures matérielles ne constitue pas les seules entraves aux échanges, et l'UE a mis l'accent sur l'amélioration des transports, ainsi que sur la simplification des formalités de douane. L'aide de l'UE dans ce cadre a été réalisée à travers les organismes comme le PTA (Zone de préférence commerciale) qui développe actuellement un rapprochement avec le marché commun de l'Afrique de l'est et de l'Océan Indien (COMESA).

### FED EDF + budget

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million





BURUNDI  
DJIBOUTI  
ERITREA  
ETHIOPIA  
KENYA  
RWANDA  
SOMALIA  
SUDAN  
TANZANIA  
UGANDA  
ZAMBIA

## Eastern Africa and Horn of Africa

*Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique  
Eastern Africa and Horn of Africa*

The East African region covers an area of more than 6.2 million km<sup>2</sup>, making it nearly twice the size of the European Union of the Fifteen. The 166 million inhabitants make up about one-third of the total ACP population. The countries differ widely, in terms of their geography, climate and of historical and political background.

The region has suffered the double scourge of famine and civil war for much of the last thirty years. Countries like Ethiopia, Somalia, Sudan, Rwanda and Burundi have attracted worldwide attention. As a result, there is currently no programmed aid to Somalia or Sudan under the Lomé IV Convention, and programmes in Rwanda and Burundi cannot be implemented under the present circumstances. The continued inflows of relief aid over the past years have had a major impact on the natural environment and physical infrastructure of several parts of the region.

The most important problem faced by the region is the absence of stable political structures, although in a number of countries the trends towards stability are encouraging. In such a climate, the prospects for regional cooperation could be very bleak, and certainly the prevalence of civil war can discourage the growth of trust and cooperation even between the stable countries.

Another serious problem is that of a completely inadequate transport infrastructure in the region, whereas the attempts to increase levels of trade both internally and externally are also hampered by other factors.

The main priorities and focal sectors under the Lomé IV Convention are transport and communications, and food security and the conservation of natural resources.

Over the last two decades, much of the assistance provided under the East African regional programme has concentrated on improving the transport infrastructure serving the landlocked countries. This was based on the principle of encouraging competition between routes and transport modes; about 400 million ECU has been committed for this purpose, so that these countries can conduct their trade more efficiently. The lack of physical infrastructure is not the only constraint to trade and the European Union has put much emphasis on improving the speed and reliability of transport and encouraging trade, by simplifying customs and transit documentation and removing a variety of other obstacles to trade. In recent years, such assistance has been increasingly channelled through the Preferential Trade Area (PTA) which now seeks to establish over the coming decade a common market (COMESA) throughout Eastern and Southern Africa, and most of the Indian Ocean.

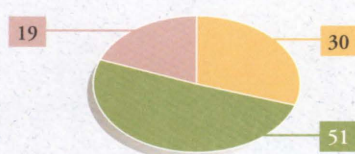
FED  
EDF 7

**répartition sectorielle du PIN**  
en % de la dotation totale  
**sectoral breakdown of NIP**  
% of the total envelope

développement rural/pêche  
rural development/fishing

transport et communications  
transport and communications

autres  
others







## *Afrique sahélienne et occidentale côtière*

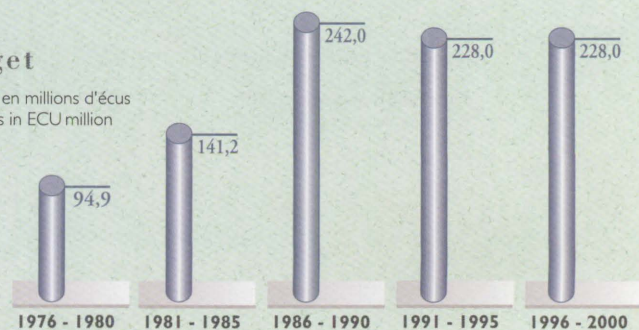


La coopération régionale dans le cadre de Lomé IV a pour objectif d'appuyer les différents processus d'intégration économique entre les seize Etats de la région, s'étendant depuis le Cap-vert et la Mauritanie d'une part, jusqu'au Niger et au Nigéria, d'autre part. Les ressources du Programme Indicatif Régional (228 millions d'écus) sont ciblées sur trois domaines de concentration qui devraient être intégrés dans une stratégie régionale d'ensemble, cohérente avec les stratégies nationales et articulée avec les organisations régionales comme le Comité Inter-Etats de lutte contre la Sècheresse au Sahel (CILSS) ou la CEDEAO (Communauté Economique des Etats d'Afrique Occidentale). Ces trois domaines concernent: la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement; les transports et les communications; la valorisation des ressources humaines, plus particulièrement dans les domaines de la santé publique, de la formation et de la sécurité alimentaire.

FED  
EDF

+ budget

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million





BENIN  
 BURKINA FASO  
 CABO VERDE  
 CÔTE D'IVOIRE  
 THE GAMBIA  
 GHANA  
 GUINÉ-BISSAU  
 GUINÉE  
 LIBERIA  
 MALI  
 MAURITANIE  
 NIGER  
 NIGERIA  
 SENEGAL  
 SIERRA LEONE  
 TCHAD  
 TOGO

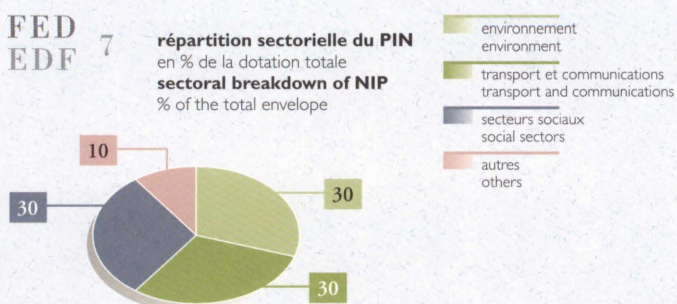
## *Sahelian and Coastal Western Africa*

*Afrique Australe  
 Southern Africa*

Lomé IV cooperation mainly concentrates on supporting regional economic integration processes between the sixteen Sahelian states stretching from Cabo Verde and Mauritania on one hand, up to Niger and Nigeria on the other hand. Regional Indicative Programme resources (ECU 228 million) focus on three sectors; natural resources in particular in the health, training and food security sectors. Regional projects should be integrated in an overall regional strategy, that should be consistent with national strategies and linked to regional organisations such as CILSS (Inter State Committee in the Fight against Drought in the Sahel) or ECOWAS (Economic Community of West African States).

FED  
 EDF 7

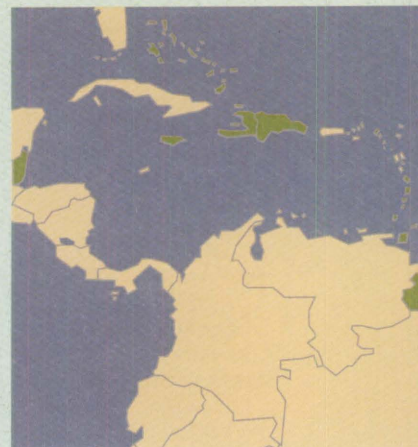
**répartition sectorielle du PIN**  
 en % de la dotation totale  
**sectoral breakdown of NIP**  
 % of the total envelope







## Caraïbes

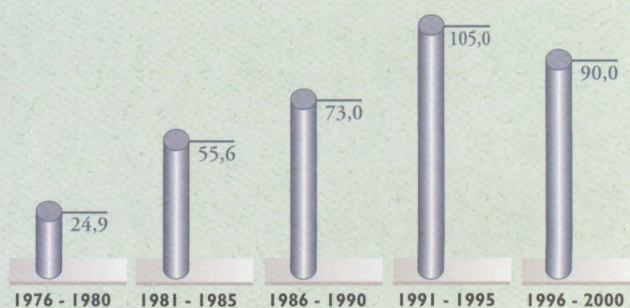


La coopération régionale couvre les quinze pays ACP de la région, et a bénéficié à ce jour, depuis 1976, de plus de 250 millions d'écus d'allocations.

Le Programme Indicatif Régional de Lomé IV porte sur 105 millions d'écus. Son objectif principal est la promotion et le soutien de la coopération et de l'intégration régionale. Ce processus devrait s'appuyer sur la libéralisation de la circulation intra-régionale des facteurs de production, une coordination plus étroite des stratégies et des politiques sectorielles, et le renforcement de la coopération fonctionnelle dans la région. A l'intérieur de ce secteur de concentration, des programmes devraient être mis en oeuvre dans les domaines du commerce, du tourisme, de l'agriculture, des télécommunications et des transports. L'autre secteur d'intervention prioritaire, le développement durable, devrait comprendre des programmes dans les domaines du développement des ressources humaines et le l'environnement.

### FED + budget EDF

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million





ANTIGUA AND BARBUDA  
 BAHAMAS  
 BARBADOS  
 BELIZE  
 DOMINICA  
 GRENADA  
 GUYANA  
 HAÏTI  
 JAMAICA  
 REPÚBLICA DOMINICANA  
 SAINT KITTS AND NEVIS  
 SAINT-LUCIA  
 SAINT VINCENT AND  
 THE GRENADINES  
 SURINAME  
 TRINIDAD AND TOBAGO

## Caribbean

*Caribes  
 Caribbean*

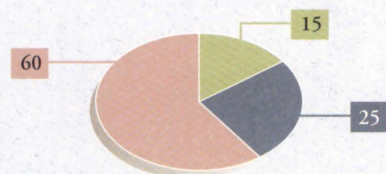
Regional cooperation covers the region's fifteen ACP countries and has benefited so far from more than ECU 250 million in the form of allocations since 1976.

The Lomé IV Regional Indicative Programme amounts to ECU 105 million. Its main objective is the promotion and support of regional cooperation and integration. This process should be based on liberalising the intra-regional movement of production factors, a closer co-ordination of strategies and sectoral policies at regional level, and reinforcement of functional cooperation in the region. Within this major sector, programmes should be implemented in trade, tourism, agriculture, telecommunications and transport. The other priority sector for intervention, sustainable development, should include programmes in human resources development and environmental protection.

FED  
 EDF 7

**répartition sectorielle du PIN**  
 en % de la dotation totale  
**sectoral breakdown of NIP**  
 % of the total envelope

environnement  
 environment  
 secteurs sociaux  
 social sectors  
 autres  
 others







## Océan Indien



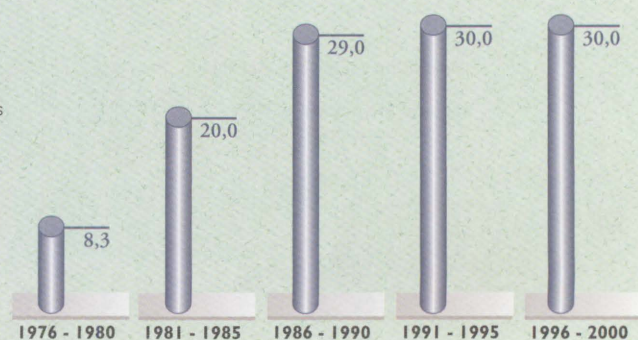
A partir de Lomé III, les programmes de coopération régionale ont été signés entre l'Union Européenne et la Commission de l'océan Indien (COI), organisation créée en 1982 et élargie aux quatre Etats ACP de la sous-région de l'Océan Indien en 1986.

Au titre de Lomé I et II (environ 30 millions d'écus), l'aide communautaire a été principalement affectée aux secteurs des transports (aérien et maritimes), de la pêche et du commerce. Elle l'a été, s'agissant de Lomé III, (29 millions d'écus) dans les domaines de la gestion des ressources maritimes et naturelles, de la météorologie, du commerce extérieur et du tourisme.

Les domaines de concentration du Programme Indicatif Régional de Lomé IV (30 millions d'écus) sont l'environnement et le commerce extérieur. Un projet dans le secteur de l'environnement de 11 millions d'écus est en cours d'exécution, et dans le domaine du commerce extérieur, une intervention pour la promotion des échanges bénéficiant d'une contribution de 9,3 millions d'écus a commencé à être mis en oeuvre au courant du deuxième semestre 1996. En dehors de ces deux domaines de concentration, trois autres projets ont été approuvés dans les domaines de télécommunication (3,3 millions d'écus), de la coopération technique (1,8 million d'écus), et de la recherche agricole appliquée (1,9 million d'écus).

**FED  
EDF + budget**

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million





COMORES

MADAGASCAR

MAURITIUS

SEYCHELLES

## Indian Ocean

*Océan Indien*  
*Indian Ocean*

Since Lomé III, regional co-operation programmes have been signed between the European Union and the Indian Ocean Commission (IOC), an organisation created in 1982 and enlarged in 1986 to the four ACP States in the Indian Ocean sub-region.

Under Lomé I and II (ECU 30 million), Community aid was mainly allocated to the transport sectors (air and sea), fishing and trade. Lomé III funds (ECU 29 million) were earmarked for maritime and natural resources management, meteorology, external trade and tourism.

The Lomé IV Regional Indicative Programme (ECU 30 million) concentrates on the environment and external trade. An ECU 11 million project is under way in the environment sector and external trade will receive a boost with an ECU 9.3 million project for the promotion of trade exchanges which was to start up in the first half of 1996. In non-focal sectors, three other projects have also been approved in the fields of telecommunications (ECU 3.3 million), technical co-operation (ECU 1.8 million) and applied agricultural research (ECU 1.9 million).

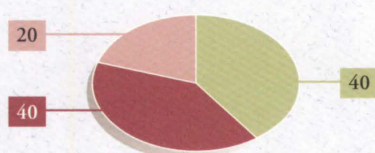
FED  
EDF 7

**répartition sectorielle du PIN**  
en % de la dotation totale  
**sectoral breakdown of NIP**  
% of the total envelope

environnement  
environment

développement minier et industriel/PME  
mine and industry development/SME's

autres  
others







## Pacifique

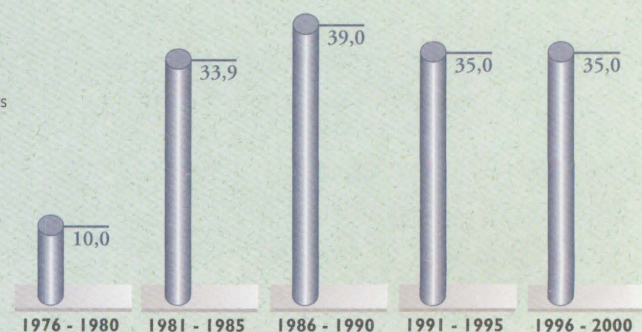


Le Programme Indicatif Régional (PIR) se concentre sur la réduction des difficultés résultant des distances énormes séparant les huit pays ACP, en mettant en oeuvre des projets dans les domaines du transport et des télécommunications, et en contribuant à la valorisation des avantages de la région: agriculture, ressources de la mer et tourisme.

Environ 115 millions d'écus ont été alloués à cette forme de coopération depuis 1976. Sous Lomé IV, le PIR (35 millions d'écus) reste fidèle au principe de cette stratégie, tout en l'adaptant aux nécessités nouvelles: protection de l'environnement et développement des ressources humaines. Des projets sont mis en oeuvre afin de soutenir la pêche, le tourisme, l'agriculture, le transport aérien régional et le développement des ressources humaines. Le Programme d'appui à la lutte contre le SIDA lancé par la Commission du Pacifique Sud est soutenu par des ressources budgétaires pour un montant de 400.000 écus.

**FED  
EDF + budget**

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million





FIJI  
 KIRIBATI  
 PAPUA - NEW GUINEA  
 SAMOA  
 SOLOMON ISLANDS  
 TONGA  
 TUVALU  
 VANUATU

## Pacific

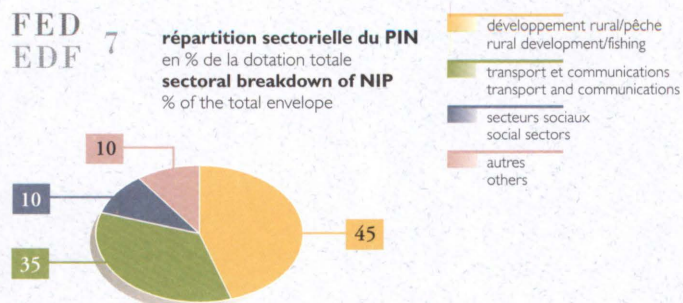
*Pacifique  
 Pacific*

The Regional Indicative Programmes (RIP) have concentrated on alleviating problems resulting from the huge distance between the eight ACP countries by implementing projects in the fields of transport and telecommunications, and contributed to enhancing regional assets: agriculture, marine resources and tourism.

About ECU 120 million have been allocated to this kind of cooperation since 1976. Under the first financial protocol of Lomé IV, the RIP (ECU 35 million) continues with the principle of this strategy, while adapting it to new needs: environmental protection and human resources development. Projects have been implemented in support of fisheries, tourism, agriculture, regional air transport and human resources development. Since 1994, budgetary resources have been mobilised to support five projects aiming at sustainable use and conservation of rain forests in the Melanesian sub-region. The AIDS programme initiated by the South Pacific Commission is supported with some ECU 400,000 of budgetary resources.

FED  
 EDF 7

**répartition sectorielle du PIN**  
 en % de la dotation totale  
**sectoral breakdown of NIP**  
 % of the total envelope





# Les opérations du FED en 1996

## 1. Introduction

**I.1. L'ANNÉE 1996 AURA ÉTÉ UNE ANNÉE PARTICULIÈREMENT IMPORTANTE POUR LA COOPÉRATION UE/ACP, AVEC LA PROGRAMMATION DU 8ÈME FED, SUITE À LA SIGNATURE DE L'ACCORD DE MAURICE, LE 4 NOVEMBRE 1995.**

Durant toute l'année 1996 en effet, les services de la Commission ont poursuivi l'exercice de programmation de l'aide financière et technique du 8ème FED, parallèlement au processus de ratification de l'accord portant modification de la quatrième Convention de Lomé et du deuxième Protocole Financier. Conformément aux nouvelles dispositions convenues à cet égard, la Commission a consulté les Etats membres – sur base d'un document de stratégie – sur les orientations pour la programmation dans chaque Etat et région ACP, avant d'entamer le dialogue formel avec ces pays sur les programmes indicatifs. Cette consultation préalable des Etats membres, qui s'est déroulée dans le cadre du Comité du F.E.D., a contribué à améliorer la coordination et la complémentarité de l'aide communautaire avec les aides bilatérales des Etats membres.

Fin 1996, ces consultations avaient eu lieu pour la grande majorité des pays et régions ACP, ce qui a permis la signature de plusieurs programmes indicatifs durant le dernier trimestre de 1996; la plupart des négociations et signatures restantes<sup>1</sup> devaient avoir abouti à fin février 1997.

<sup>1</sup> 13 pays avec lesquels l'Union a suspendu sa coopération ou dans lesquels des problèmes dans la mise en œuvre de programmes existants ne permettent pas, à ce stade, de lancer la programmation.



# EDF operations in 1996

## 1. Introduction

**1.1 THE YEAR IN QUESTION WAS A KEY YEAR FOR ACP-EC COOPERATION AS PROGRAMMING OF THE 8TH EDF KICKED OFF FOLLOWING THE SIGNING OF THE MAURITIUS AGREEMENT ON 4 NOVEMBER 1995.**

The programming of 8th EDF financial and technical assistance continued throughout the year in parallel with the process of ratification of the agreement revising Lomé IV and adopting the second Financial Protocol. In accordance with new practice, the Commission held consultations with the Member States (on the basis of strategy papers) on the programming guidelines for each ACP country and for each ACP region before embarking on official talks on the indicative programmes with the countries themselves. These prior consultations with the Member States, which took place on the EDF Committee, helped to coordinate and dovetail Community and bilateral Member State aid.

By the end of the year consultations had been held in most ACP countries and regions, and a number of indicative programmes signed in the last quarter of the year; the remainder should be wrapped up by the end of February.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> There are 13 countries with which the EU has suspended cooperation or where implementation problems are such that programming can not yet start.



Le processus de programmation s'est déroulé avec les pays partenaires dans des conditions et délais satisfaisants. Le démarrage de la mise en œuvre de ces programmes reste en revanche subordonné à l'aboutissement du processus de ratification prévu à l'art. 360 de la Convention de Lomé IV révisée. A cet égard, la Commission a déjà fait état à plusieurs reprises de ses préoccupations quant aux délais prévisibles de ce processus, notamment dans certains Etats membres de l'Union Européenne, et a renouvelé, à plusieurs reprises, son appel pour que la mise en œuvre de la Convention révisée, au plan des engagements financiers, puisse démarrer dans les meilleurs délais.

**1.2. S'AGISSANT DES RÉSULTATS FINANCIERS DE 1996, CEUX-CI MONTRENT UN REcul TRÈS NET DES DÉCISIONS (- 626 MILLIONS D'ÉCUS) ET UN FLÉCHISSEMENT, MOINS IMPORTANT EN VALEUR ABSOLUE, MAIS ÉGALEMENT TRÈS NET, DES PAIEMENTS (-300 MILLIONS D'ÉCUS) PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.**

Cela peut s'expliquer, pour les *décisions*, par l'épuisement du 6ème FED (entré en vigueur en 1986), et le ralentissement naturel du 7ème FED arrivé à 80 % des dotations programmables engagées, sans que des engagements puissent être déjà pris sur le 8ème FED, qui n'entrera en vigueur que dans le courant de 1997. Il s'agit là, comme expliqué plus bas, d'une situation caractéristique de fin de cycle d'un FED.

Pour les *paiements*, les facteurs sont multiples et peuvent être recherchés dans diverses directions. La baisse de 300 millions d'écus constatée en 1996 par rapport à 1995 peut s'expliquer à la fois, comme cela sera repris plus loin, (i) par des facteurs exogènes: suspension de l'aide dans les pays en guerre ou en crise graves, conditionnalités sectorielles et macro-économique non remplies; (ii) par la nature de certains instruments pour lesquels les déboursments varient de façon erratique ou, surtout, sont parvenus à l'épuisement de leurs enveloppes spécifiques: Stabex (- 204 millions d'écus), Aide d'urgence et réfugiés (- 77 millions d'écus), (iii) par des facteurs endogènes liés aux capacités d'absorption des administrations ACP, mais aussi de la Commission elle-même.



The programming exercise with our partners has proceeded satisfactorily and at a good pace but implementation, however, is subordinate to completion of the ratification process provided for in Article 360 of the revised Convention. The Commission has already expressed concern on a number of occasions about the time this process is likely to take, especially in certain EU Member States, and reiterated its appeal that no time be lost in getting the financial commitments underway.

**1.2. THE 1996 FIGURES REVEAL A SHARP DECLINE IN TERMS OF DECISIONS (DOWN ECU 626 MILLION) WHILE PAYMENTS FELL LESS SHARPLY IN ABSOLUTE TERMS, BUT NONE THE LESS SIGNIFICANTLY (DOWN ECU 300 MILLION), COMPARED WITH THE PREVIOUS YEAR.**

The level of decisions is attributable to exhaustion of the 6th EDF (in force since May 1986) and a natural slowing down in the implementation of the 7th EDF now that 80% of programmable resources have been committed. This is not set off by any commitments under the 8th EDF, which will not come into force until later this year. As we explain further on, this is a normal end-of-Fund situation.

For payments a variety of factors come into play. The ECU 300 million year-on-year fall is, as we shall see below, attributable to: (i) external factors, i.e. the suspension of aid to warring or crisis-torn countries, failure to meet sectoral or macroeconomic conditions; (ii) the nature of various instruments for which disbursements can be erratic or which have exhausted their individual budgets: Stabex (- ECU 204 million), emergency aid and aid to refugees (- ECU 77 million); (iii) internal factors related not only to the absorption capacity of ACP governments but also to the Commission's own capacity.



## A. Aspects quantitatifs

### 2. Aperçu général des opérations du FED en 1996

#### 2.1. VOLUME TOTAL DES OPÉRATIONS

L'année 1996 est une deuxième année, après 1995, de baisse marquée des décisions et des paiements. Avec 1238 millions d'écus<sup>2</sup> de paiements, les déboursements se situent à un niveau comparable à 1990/1991, c'est-à-dire la fin du cycle d'un FED, dans l'attente de l'entrée en vigueur du FED suivant.

Pour mieux comprendre ces résultats, il importe en effet de les situer dans une perspective longue: pour des raisons qui tiennent en partie au cycle quinquennal des conventions de Lomé et au poids important du système Stabex et de la Facilité d'Ajustement Structurel, le volume total des déboursements du FED n'a jamais suivi une croissance régulière, et a fréquemment subi des à-coups. Le *graphique 1* ci-dessus illustre bien ces fluctuations historiques, mais il montre également que celles-ci accompagnent une tendance longue de croissance qui apparaît lorsque l'on écarte les transferts dus au Stabex (*graphique 2* ci-après), même si 1996 se situe en repli par rapport à 1995 et 1994.

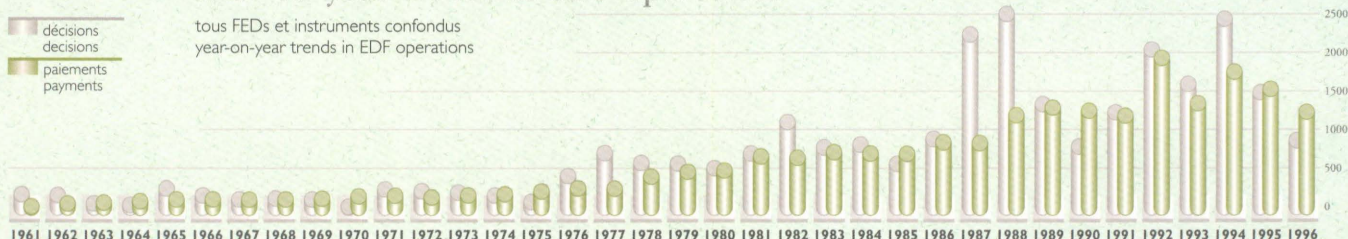
#### 2.2. L'AIDE AUX PAYS ACP PAR FED

Parce que le cycle d'exécution d'un FED dépasse très largement la période quinquennale de la convention correspondante, la Commission gère simultanément plusieurs FED parvenus à des niveaux d'exécution différents. Ainsi ont été exécutées en 1996 des opérations financées sur le 6ème FED et sur le 7ème FED ainsi que des reliquats des FEDs antérieurs, reportés sur les FEDs suivants.

Le poids relatif des différents FED dans les opérations de l'année évolue naturellement à mesure que chaque convention engendre des nouveaux projets et que ceux-ci entrent en exécution. C'est ainsi que depuis 1993, les déboursements du 7ème FED dépassent ceux du FED précédent.

<sup>1</sup> A ces 1238 millions d'écus s'ajoutent les paiements effectués en avance du 8ème FED, pour un montant de 69 millions d'écus.

(1)  
1961-1996 Evolution des opérations annuelles du FED  
Year-on-year trends in EDF operations





## A. Quantitative aspects

### 2. General overview of EDF operations in 1996

#### 2.1 TOTAL VOLUME OF OPERATIONS

This was the second year of sharp decline in decisions and payments: with payments of 1 238 million<sup>2</sup>, disbursements were on a par with the average for 1990-91, which was also an an-of-cycle period pending the entry into force of the next Fund.

Recent performance becomes easier to understand if looked at in a long-term perspective: for complex reasons, which are partly the result of the five-year cycle of the Lomé Conventions and the importance of Stabex transfers and structural adjustment aid, the total volume of EDF payments has never followed a regular pattern and often fluctuates. Chart 1 illustrates this historical pattern of fluctuation clearly but also shows an underlying upwards trend when Stabex transfers (see Chart 2) are excluded, despite the fall in relation to 1995 and 1994.

#### 2.2 BREAKDOWN OF AID TO THE ACP COUNTRIES BY FUND

Because the implementation cycle of an EDF is far longer than the five-year life of the corresponding Convention, the Commission manages several Funds simultaneously, each at different stages of maturity. For instance, in 1996 there were operations financed under the 6th and 7th EDFs, which also included the remaining balances of previous Funds that had been transferred on closure to a new Fund.

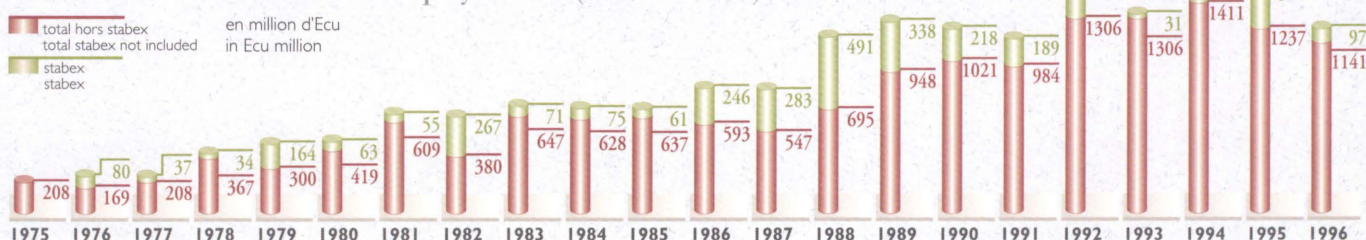
The relative weight of one or other EDF in a year's operations follows a natural evolution as each Convention gives rise to new projects, which are then implemented. Since 1993 payments under the 7th EDF have exceeded those under the previous EDF.

<sup>2</sup> To which 69 millions d'écus of Stabex payments must be added, as an advance on the 8th EDF resources.

(2)

1975-1996

Paiements annuels du FED (hors stabex)  
Annual EDF payments (non-stabex)





L'arrivée à maturité du 7ème FED, qui est doté de 10.8 milliards d'Ecus, avait permis d'assurer la croissance des engagements et des dépenses depuis 1992, en dépit du fait que les opérations liées au 6ème FED – dont la dotation initiale est déjà consommée à 92 % – se réduisent d'année en année. Après l'année 1996, qui a été nourrie principalement par la mise en œuvre du 7ème FED, le maintien d'un volume d'opérations élevé en 1997 dépendra de la date d'entrée en vigueur effective du 8ème FED, ainsi que de la rapidité de l'instruction des premiers projets à financer sur 8ème FED, et tout spécialement des programmes d'appui au titre de la FAS.

Aussi l'exercice de programmation du 8ème FED, qui avait démarré dès la fin 1995 par la préparation des documents de stratégie pour chaque pays et région, s'est-il poursuivi par la discussion de ces documents avec les Etats membres pendant toute l'année 1996 et la négociation et la signature subséquente des programmes indicatifs (PINs et PIRs) avec les pays ACP. L'instruction de certains projets à financer partiellement ou totalement sur le 8ème FED a déjà commencé, de façon à prendre des décisions, dès que possible, sur ces nouvelles ressources.

En termes d'absorption cumulée, la situation des deux derniers FED était la suivante à la fin de 1996:

Taux d'absorption cumulé des FED à la fin de l'année (en %)

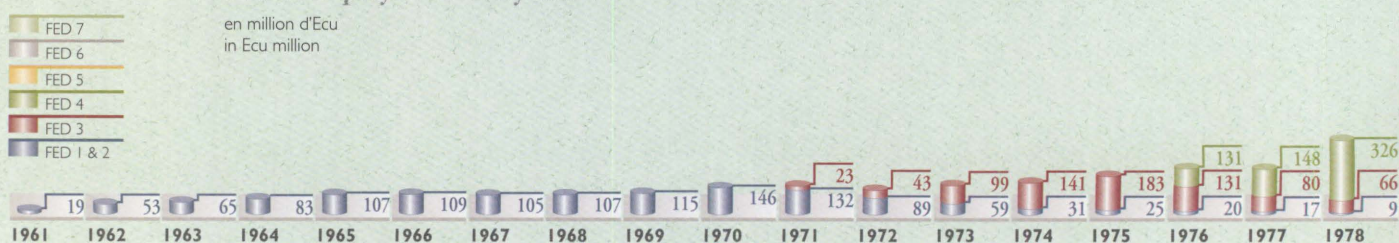
Dotation initiale <sup>3</sup> (en mecu)		Absorption cumulée (en %)				
		1992	1993	1994	1995	1996
Lomé III	FED 6	64	71	81	90	92
		7400				
Lomé IV	FED 7	10	16	30	45	51
		10800				
		23	42	65	80	93

<sup>3</sup> Ces dotations qui sont celles initialement inscrites dans les conventions, peuvent légèrement différer d'autres présentations où l'on a ajouté à ces dotations certains transferts, dont les reliquats des FED antérieurs clôturés.

(3)

1961-1996

### Evolution des paiements annuels par FED Annual payments by EDF





*Les opérations  
du FED en 1996*

*EDF operations  
in 1996*

The fact that the 7th EDF, with funds of ECU 10.8 billion, has been in full swing has kept commitments and expenditure growing since 1992, despite the fact that 6th EDF operations are declining each year as resources dwindle (92% used up). After 1996, when most operations were financed under the 7th EDF, the continuation of a high volume of operations will largely depend on the entry into force of the 8th EDF and the speed at which appraisal of 8th EDF projects gets under way, especially SAF programmes.

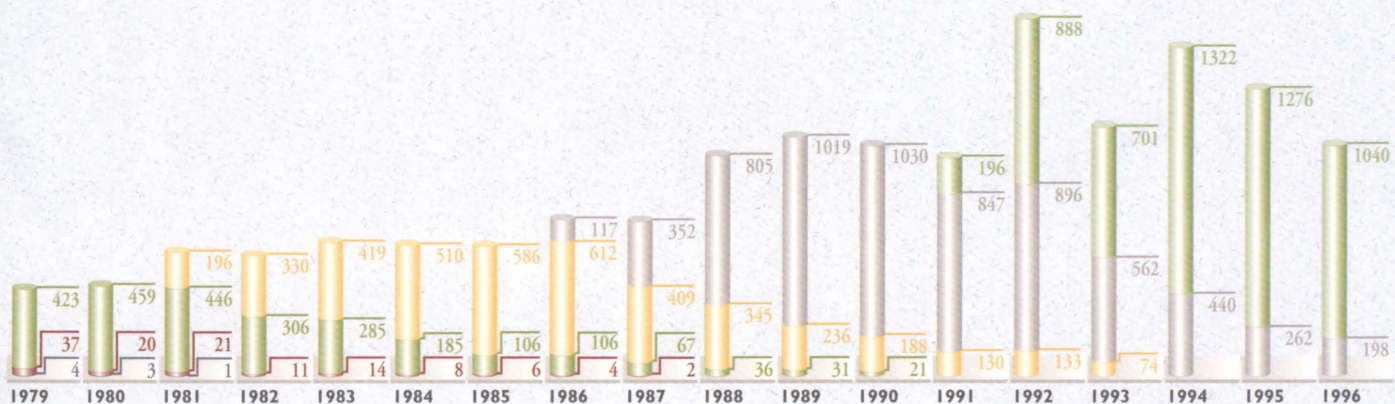
The 8th EDF programming exercise kicked off towards the end of 1995 with the preparation of strategy papers for each country and region. These papers were discussed with the EU Member States throughout 1996, leading to the negotiation and signing of indicative programmes (NIPs and RIPs). Appraisal of some projects that will be totally or partially financed with 8th EDF resources has already started so that decisions can be taken as soon as possible.

The overall consumption of the two most recent EDFs at the end of 1996 was:

*Aggregate year-end absorption rates of the EDFs (in %)*

Initial allocation <sup>3</sup> (in mecu)		Aggregate absorption (in %)				
		1992	1993	1994	1995	1996
Lomé III EDF 6	7400	Payments 64	71	81	90	92
		Decisions 92	92	95	99	99
Lomé IV EDF 7	10800	Payments 10	16	30	45	51
		Decisions 23	42	65	80	93

<sup>3</sup> The sums cited here correspond to those originally laid down in the Conventions and may differ slightly from figures elsewhere to which certain transfers have been added, e.g. the unexpended balances of earlier EDFs that have been closed.





Les taux de paiement ci-dessus reflètent la consommation finale des crédits (décaissements effectués), et négligent le fait que, pour une part importante, les crédits décidés et non encore décaissés sont déjà engagés dans des contrats conclus avec des fournisseurs ou des prestataires de services.

### 2.3. L'AIDE DU FED PAR GRANDS INSTRUMENTS

La gamme des instruments financiers du FED est large, allant des classiques projets et programmes de développement (nationaux ou sous-régionaux) jusqu'à l'appui à l'ajustement structurel et la compensation des pertes de recettes d'exportation (STABEX), en passant par les aides d'urgence, l'assistance aux réfugiés, le SYSMIN et les opérations sur capitaux à risques. Si le poids relatif de ces instruments est déterminé en longue période par les conventions de Lomé – qui prévoient une dotation spéciale pour chacun d'eux –, leur importance relative et leur rythme de mise en œuvre varient fortement d'une année à l'autre, du fait des spécificités de chacun. Les différences sont encore plus marquées en fin de cycle, ce qui est précisément le cas de l'année 1996.

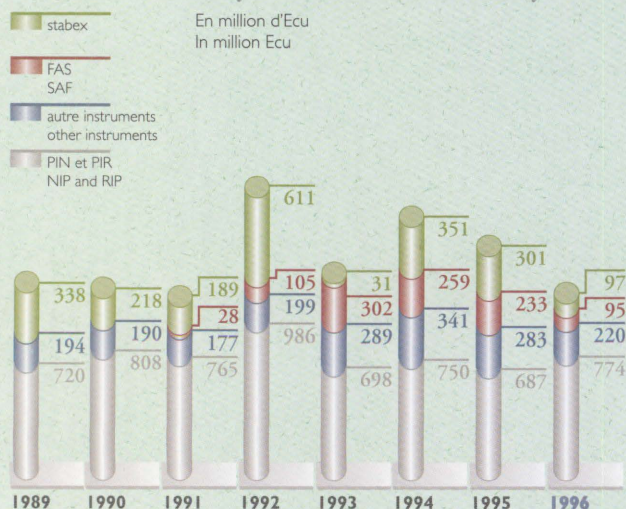
Si, en 1995, le Stabex avait affiché des résultats conformes aux réalisations normales, 1996 voit sa part relative nettement baisser, de 19 % à 6,6 %.

Il en est de même de l'ajustement structurel et des aides d'urgence et aux réfugiés dont les parts se réduisent chacune de moitié en passant respectivement de 15 % et 7,7 % en 1995 à 7,7 % et 3,7 % en 1996, reflétant également l'épuisement de leurs dotations respectives.

On relèvera par contre une augmentation des opérations de la B.E.I. sur capitaux à risques et bonifications d'intérêts.

Dans cet ensemble, c'est l'aide programmée au sens strict (projets et programmes de développement classiques mis en œuvre avec les pays et les régions ACP) qui, en 1996, a alimenté l'essentiel des opérations du FED, sa part s'étant nettement accrue, en passant de 46 % à 65 %.

(4)  
1989-1996 Paiements: évolution par instruments  
Payments: evolution by instruments





These figures reflect the final consumption of funds (i.e. actual disbursements) and do not show that a high percentage of the funds committed at primary level but not yet paid out are in fact already committed by contracts concluded with suppliers or providers of services.

### **2.3 EDF AID - THE MAIN INSTRUMENTS**

The EDF has a wide variety of financial instruments which range from conventional (national or subregional) development projects and programmes to structural adjustment support and compensation for loss of export earnings (Stabex) and embrace emergency aid, assistance to refugees, Sysmin and risk capital operations. Although the relative share of resources is fixed for a lengthy period by the Lomé Convention – which allocates a specific allocation to each – their relative take-up of funds and pace of implementation can vary considerably from one year to the next, depending on the nature of the instrument.

While the performance of Stabex in 1995 was in line with a normal year's figures, its share of the whole dropped from 19% to 6.6% in 1996.

Structural adjustment aid and emergency/refugees assistance were also down by half this year; from 15% and 7.7% respectively in 1995 to 7.7% and 3.7%, reflecting the fact that the allocations are practically exhausted.

EIB operations, both risk capital and interest-rate subsidies, were up, however:

But programmable aid in the strict sense (conventional projects and programmes implemented with the ACP countries and regions) continued to constitute the bulk of EDF operations, their share rising substantially from 46% to 65%.



#### 2.4. LES ÉTAPES DE LA MISE EN ŒUVRE

Les financements du FED suivent trois étapes distinctes: l'engagement primaire ou *décision* -qui correspond à un acte interne de la Commission et précède la signature de la convention de financement du projet -, l'*engagement* secondaire – qui résulte de la signature d'un contrat ou de l'approbation d'un devis – et le *paiement*, qui suit un échéancier propre à chaque contrat.

Pour apprécier l'évolution des opérations du FED, il importe donc d'observer simultanément l'évolution des décisions – qui conditionnent les paiements à venir – et celle des décaissements, qui traduisent la bonne exécution des projets approuvés au cours des années précédentes.

Avec l'effet de ciseaux provoqué en 1991-92 par l'entrée en vigueur du 7ème FED, les années 1992, 1993, 1994 étaient marquées par une croissance des décisions plus rapide que celle des paiements (*graphique 5* ci-dessus), avec un différentiel annuel de 400 millions d'écus environ.

Cette situation s'est *inversée* dès 1995, avec un net repli des décisions et un niveau de paiements proche de celui des décisions; en 1996, un second effet de ciseaux, dans l'autre sens, est à remarquer, traduisant la forte baisse des décisions suite à l'épuisement du 7ème FED. Comme déjà indiqué par ailleurs, ce phénomène doit être considéré comme tout à fait naturel et conforme au caractère cyclique des Feds.



#### **2.4 THE DIFFERENT STAGES OF IMPLEMENTATION**

EDF financing falls into three distinct stages: the primary commitment or decision – which is an internal Commission act and precedes the signing of the project's financing agreement; the secondary commitment – which is the signing of a contract or acceptance of an estimate; and the payment, which follows a timetable that is specific to each contract.

In order to appreciate the dynamics of EDF operations, it is important to keep track of trends in both decisions – which determine future payments – and disbursements – which mirror the successful implementation of projects launched in previous years.

The scissors effect produced in 1991-92 as a result of the entry into force of the 7th EDF has meant that 1992, 1993 and 1994 were characterized by a faster growth in decisions than in payments (see Chart 5), the difference each year being in the order of ECU 400 million. This situation was reversed in 1995 which saw a fall in decisions and payments almost at the level of decisions and this year there was a reverse scissors effect reflecting a lower level of decisions as 7th EDF resources were exhausted. As noted earlier, however, this phenomenon is not at all unusual and is in keeping with the cyclical nature of the EDF.



(5)  
**1989-1996 Evolution des paiements, 5e, 6e et 7e FED**  
**(hors PTOM) par Instrument**  
 en millions d'écus

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
<b>Aide programmable</b> (en millions d'Ecus)	<b>722</b>	<b>810</b>	<b>807</b>	<b>1107</b>	<b>1017</b>	<b>1070</b>	<b>954</b>	<b>921</b>
PIN + PIR*	720	808	765	986	698	750	687	774
FAS	0	0	28	105	302	259	233	95
PIN + PIR + FAS	720	808	793	1091	1000	1009	920	876
RELIQUATS	2	2	14	16	17	61	34	45

**Autres instruments**

(hors Stabex)	194	190	177	199	289	341	283	220
Sysmin	19	37	26	11	87	25	19	28
Aide d'urgence + Aide réfugiés	47	55	51	69	66	221	119	42
Capitaux à risques	109	81	86	84	104	77	121	118
Bonifications d'intérêts	19	16	12	27	26	18	24	32
Autres	0	1	2	8	6	0	0	0

<b>Paiements</b> (hors Stabex)	<b>916</b>	<b>1000</b>	<b>984</b>	<b>1306</b>	<b>1306</b>	<b>1411</b>	<b>1237</b>	<b>1141</b>
<b>Stabex</b>	<b>338</b>	<b>218</b>	<b>189</b>	<b>611</b>	<b>31</b>	<b>351</b>	<b>301</b>	<b>97**</b>
<b>Paiements</b> (totaux)	<b>1254</b>	<b>1218</b>	<b>1173</b>	<b>1917</b>	<b>1337</b>	<b>1762</b>	<b>1538</b>	<b>1238**</b>

\* Les données PIR comprennent les réalisations de toute la coopération régionale, y compris les financements «Tous ACP»

\*\* Auxquels s'ajoutent 69 millions d'écus de paiements STABEX effectués en avance du 8e FED.



(5)

**1989-1996 Trends in EDF payments, 5th, 6th and 7th EDF  
(OCT excluded) by instrument**  
in million of ECU

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
<b>Programmable AID</b> (in million d'ECU)	<b>722</b>	<b>810</b>	<b>807</b>	<b>1107</b>	<b>1017</b>	<b>1070</b>	<b>954</b>	<b>921</b>
PIN + RIP*	720	808	765	986	698	750	687	774
SAF	0	0	28	105	302	259	233	95
PIN + RIP + SAF	720	808	793	1091	1000	1009	920	876
Unexp. balances	2	2	14	16	17	61	34	45
<b>Others instruments</b> (Stabex not incl.)	<b>194</b>	<b>190</b>	<b>177</b>	<b>199</b>	<b>289</b>	<b>341</b>	<b>283</b>	<b>220</b>
Sysmin	19	37	26	11	87	25	19	28
Emergency aid + aide for refugees	47	55	51	69	66	221	119	42
Risk Capital	109	81	86	84	104	77	121	118
Interest-rate	19	16	12	27	26	18	24	32
Autres	0	1	2	8	6	0	0	0
<b>Payments</b> (Stabex not incl.)	<b>916</b>	<b>1000</b>	<b>984</b>	<b>1306</b>	<b>1306</b>	<b>1411</b>	<b>1237</b>	<b>1141</b>
<b>Stabex</b>	<b>338</b>	<b>218</b>	<b>189</b>	<b>611</b>	<b>31</b>	<b>351</b>	<b>301</b>	<b>97**</b>
<b>Payments</b> (grand total)	<b>1254</b>	<b>1218</b>	<b>1173</b>	<b>1917</b>	<b>1337</b>	<b>1762</b>	<b>1538</b>	<b>1238**</b>

\* The RIP data comprise the realizations of all the regional cooperation, including the "All ACP" operations.

\*\* To which ECU 69 million of STABEX payments must be added, as an advance on the 8th EDF resources.



### 3. Mise en œuvre par instruments

#### 3.1. AIDE PROGRAMMABLE

Les projets et programmes de coopération avec les pays ACP sont financés sur des dotations notifiées au préalable, appelées 'programmes indicatifs nationaux' (PIN) pour chacun des Etats ACP, et 'programmes indicatifs régionaux' (PIR) pour chacune des sept sous-régions<sup>4</sup>. A ces ressources s'ajoutent celles de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS), instrument spécial créé par la 4ème Convention de Lomé en 1990.

##### 3.1.1. Les résultats globaux: PIN + PIR + FAS (hors reliquats)

S'agissant des *décisions* (engagements primaires), une diminution importante en 1996 est à signaler (275 millions d'écus), leur volume annuel passant à 676 millions d'écus, contre 951 millions d'écus réalisés en 1995.

Cette diminution s'explique à la fois:

- par le quasi-épuisement du 6e FED qui est engagé au 31/12/96 à 95 %, après presque 11 années d'existence; une large partie des montants qui restent non engagés provient de pays avec lesquels la coopération est bloquée, pour diverses raisons évoquées plus bas;
- par un ralentissement naturel du rythme des décisions sur 7e FED qui est engagé au 31/12/1996 à 75 % après bientôt 5 années et demi d'existence.

S'agissant des *paiements*, un montant de 876 millions d'écus a été déboursé, en léger retrait par rapport aux 920 millions d'écus de 1995.

En million d'Ecu  
In million Ecu

<sup>4</sup> S'y ajoute un programme complémentaire mis en œuvre au profit des cinq pays ACP lusophones, appelé PALOP.

(6)

FED 5-6-7  
confondus  
together

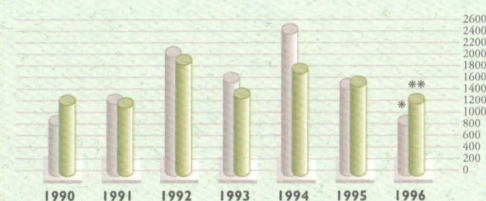
Evolution récente  
des décisions et des  
paiements (hors Stabex)

Recent trends  
in decisions and  
payments (non-Stabex)

en million d'Ecu

in million Ecu

décisions  
decisions  
paiements  
payments



\* Auxquels s'ajoutent 76 millions d'écus de décisions STABEX effectuées en avance du 8e FED.

\*\* Auxquels s'ajoutent 69 millions d'écus de paiements STABEX effectués en avance du 8e FED.

\* To which ECU 76 million of STABEX decisions must be added, as an advance on the 8th EDF resources.

\*\* To which ECU 69 million of STABEX payments must be added, as an advance on the 8th EDF resources.



### 3.1.2. L'appui à l'ajustement structurel

Le soutien de la Communauté aux efforts d'ajustement structurel des pays ACP s'est poursuivi normalement en 1996 à partir de la dotation de 1 150 millions d'écus prévue à cet effet dans le 7ème FED, à laquelle se sont ajoutées des ressources provenant des programmes indicatifs des pays concernés.

À la fin de 1996, le total des décisions de financement prises en appui à des programmes d'ajustement structurel, toutes ressources confondues, s'élevait à 1.514,2 millions d'écus, alloués à 37 pays ACP. Sur ce total décidé, 1070 millions d'écus, soit 70 %, proviennent des ressources spécifiques de la facilité d'ajustement structurel, le solde étant couvert par les programmes indicatifs.

Les paiements cumulés s'élèvent à fin 1996 à 1.298 millions d'écus, dont 1.016,5 au titre des ressources spécifiques ajustement structurel, soit une consommation de la dotation de 88 %. 85 % des décisions prises ont donné lieu à paiement, ce qui confirme la très grande rapidité de déboursement des crédits qui ont été engagés sous cette forme d'aide. Au cours de 1996, l'appui à l'ajustement a engendré 120 millions d'écus de décisions nouvelles (*PIN et FAS confondus*) et 172 millions d'écus de déboursements, soit 19 % des déboursements concernant les aides programmables.

L'approche plus sélective choisie pour la répartition des ressources a permis de maintenir un rythme annuel de décaissements élevé par rapport au montant des décisions, même si ce dernier montant a été faible, les ressources de la FAS étant pratiquement épuisées.

Du point de vue qualitatif, l'année 1996 a été marquée: (1) par la préparation de la mise en œuvre du 8ème FED et en particulier les conditions d'application de l'instrument d'aide budgétaire directe prévu dans le second protocole financier; et (2) par la poursuite des travaux menés dans le cadre du Programme Spécial pour l'Afrique (SPA), notamment la mise en œuvre des nouvelles dispositions sur les reeves des dépenses publiques, et le renforcement de la coordination dans l'application de la conditionnalité liée à l'ajustement structurel.

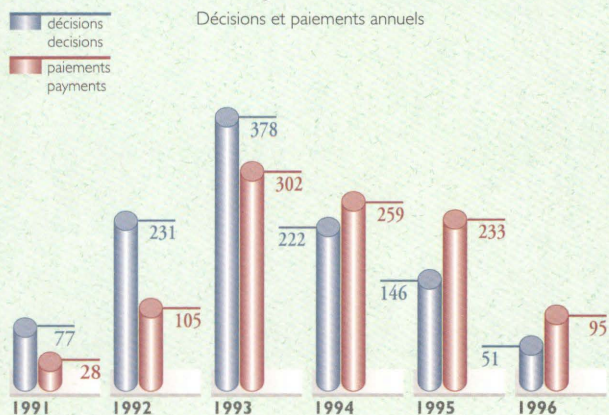
(7)

## 1991-1996 Opérations d'appui à l'ajustement structurel Lomé IV

Décisions et paiements annuels

## Structural adjustment operations under Lomé IV

Decisions and annual payments



Les décisions reprennent à la fois les crédits FAS et les ressources complémentaires provenant des PIN. Les paiements représentés sont ceux de la seule FAS

The decisions include both SAF credits and additional resources from the NIP's. The payments represented are only from SAF



### 3. Implementation by instrument

#### 3.1 PROGRAMMABLE AID

Development cooperation projects and programmes with the ACP countries are financed from funds earmarked in advance for that purpose. They are known as 'national indicative programmes' (NIPs) for individual ACP States, and 'regional indicative programmes' (RIPs) for the seven subregions.<sup>4</sup> Additional funds are provided by the Structural Adjustment Facility, an innovation introduced under the fourth Lomé Convention.

##### **3.1.1 Aggregate results: NIPs + RIPs + SAF (excluding transferred balances)**

Decisions (primary commitments) saw a considerable fall in 1996 (ECU 275 million) with the annual total dropping to ECU 676 million against ECU 951 million in 1995.

The reasons for the decrease are twofold:

- 6th EDF resources were almost totally exhausted with commitments running at 95 % at 31.12.96 after almost 11 years of operation; most of the funds as yet uncommitted are allocated to countries with which cooperation is blocked for various reasons explained below;
- a natural tailing-off in the rate of decisions under the 7th EDF, commitments at 31.12.1996 standing at 75 % after nearly five and a half years operation.

Total payments stood at ECU 876 million, slightly down on the ECU 920 million of 1995.

<sup>4</sup> There is also a special programme for the five Portuguese-speaking ACP States (PALOP).



### **3.1.2 Structural adjustment support**

The Community's structural adjustment support for the ACP States took its normal course in 1996, drawing on the ECU 1 150 million earmarked in the 7th EDF combined with additional resources from the indicative programmes of the countries concerned.

At the end of 1996 total financing decisions in support of structural adjustment programmes (all sources) stood at ECU 1 514 200 and concerned 37 ACP countries: 70% of this total, ECU 1 070 million, came from the Structural Adjustment Facility funds and the balance from indicative programmes.

Aggregate payments amounted to ECU 1 298 million at the year-end, ECU 1 016 500 of which came from the SAF, meaning that 88% of the allocation has been used up. Of the decisions, 85% gave rise to payments, confirming the rapidity with which commitments can be disbursed under the facility. In the course of the year new adjustment support decisions (both NIP and SAF) totalled ECU 120 million while payments totalled ECU 172 million, accounting for 19% of programmable aid disbursements.

The more selective approach adopted in the allocation of resources, however, has helped sustain a high annual disbursement relative to decisions, although the volume of commitments was low as SAF resources were practically exhausted.

Turning now to qualitative aspects, 1996 also saw: (i) preparations for the implementation of the 8th EDF, especially the provisions in the second Financial Protocol concerning the conditions for use of direct budgetary aid; (ii) continuation of work under the Special programme for Africa (SPA), in particular the implementation of new provisions on public expenditure reviews and the stepping-up of coordination of structural adjustment aid conditionality.



### 3.1.3 Programmes Indicatifs Nationaux: les PIN

Les programmes indicatifs nationaux (PIN)(\*) continuent à être le socle des transferts financiers du FED. Ils représentent, en 1996, 70 % environ des décisions et paiements de l'aide programmable, avec des résultats relativement contrastés selon les pays considérés

(voir annexes 1 et 2).

S'agissant des PIN 6ème FED (\*), dont le taux moyen de paiement s'élève à 80,4 %, le niveau des déboursments atteint à fin 1996 est relativement satisfaisant, avec 33 pays ayant dépassé 85 %. Parmi les autres pays, on identifie un groupe de 15 pays en net retard, inférieur à 75 %, que l'on peut classer en deux catégories:

- soit il s'agit de pays connaissant ou ayant connu des situations de guerre civile, de troubles graves, ou de blocages divers de notre coopération: Ethiopie, Guinée Equatoriale, Libéria, Rwanda, Soudan, Zaïre;
- soit des difficultés sérieuses de mise en œuvre: Botswana, Congo, Fidji, Ghana, Kenya, Madagascar, Suriname, Tonga, Trinité et Tobago.

S'agissant des PIN 7ème FED (\*), le taux moyen d'engagement primaire, c'est-à-dire de décisions, s'élève à 77,3 % à fin 96, en retard par rapport aux rythmes d'engagements des FEDs précédents (soit 90,4 %). On notera, cependant, que 33 pays dépassent 90 %, dont 22 au-delà de 95 %. Ceci signifie que le retard moyen s'explique en fait par 19 pays qui se situent en dessous de 70 %

- Burundi, Erythrée, Ethiopie, Guinée Equatoriale, Libéria, Nigéria, Iles Salomon, Somalie, Soudan, Togo, Zaïre, pour les pays étant ou ayant été en guerre, en crise grave, ou à blocage;
- Barbades, Ghana, Fidji, Kenya, Ste Lucie, Samoa, Tanzanie, Tonga, pour les pays à difficulté de mise en œuvre.

Le taux moyen de paiement s'élève aux environs de 29 %, en retard significatif par rapport aux taux historiques, c'est-à-dire à ceux des Feds antérieurs à la même période de leur cycle d'exécution (soit 45,6 %). Contrairement aux décisions, la situation reste peu satisfaisante, même si l'on considère la répartition par pays. Il s'agit donc d'un problème général du 7ème FED.

* Volume annuel (1996)	Décisions	Paiements (en millions d'écus, hors reliquats)
- Pins Fed 6	-18	126
- Pins Fed 7	535	509
- Total:	517	635



### 3.1.3 National Indicative Programmes

The NIPs continue to form the bedrock of EDF financial transfers, accounting in 1996 for around 70 % of programmable aid decisions and payments, with results varying from country to country (see Annexes 1 and 2).

In the case of sixth EDF NIPs, (\*) where the average payment rate is 80.4 %, the level of disbursements achieved at the end of the year was quite satisfactory, with 33 countries exceeding 85 %. Among the other countries, there are 15 laggards where take-up is under 75 %. They fall into two categories:

- those emerging from or in the throes of civil war or serious unrest, or those where our aid had been blocked for some reason: Ethiopia, Equatorial Guinea, Liberia, Rwanda, Sudan and Zaïre;
- those where implementation has proved difficult: Botswana, Congo, Fiji, Ghana, Kenya, Madagascar, Suriname, Tonga, Trinidad and Tobago.

In the case of seventh EDF NIPs, (\*) the average primary commitment (decision) rate stood at 77.3 % at the end of the year, well behind the rates of execution of previous EDFs (90.4 %). But 33 countries had rates of over 90 % and of them 22 were over 95 %. This means that the low average rate is caused by the 19 countries with a figure below 70 %:

- Burundi, Eritrea, Ethiopia, Equatorial Guinea, Liberia, Nigeria, Solomon Islands, Somalia, Sudan, Togo, Zaïre among the countries which had been at war, gone through a serious crisis or had aid blocked;
- Barbados, Ghana, Fiji, Kenya, St Lucia, Samoa, Tanzania and Tonga among the countries where implementation is difficult.

* Annual volume (1996)	Decisions	Payments (in millions d'écus) (excl. unexpended balances)
- NIPs EDF 6	-18	126
- NIPs EDF 7	535	509
- Total:	517	635



Dans ce domaine également, l'incidence des pays avec lesquels la coopération est suspendue ou bloquée est certes déterminante. Elle n'est cependant pas la seule et d'autres raisons doivent être recherchées dans les capacités d'absorption par les administrations des Etats ACP et de la Commission.

#### 3.1.4 La coopération régionale: les PIR

La coopération régionale, qui fait l'objet d'une dotation financière spécifique, engendre elle aussi des flux significatifs, qui se trouvent cependant décalés dans le temps par rapport aux projets nationaux et qui sont freinés par l'effet de contraintes particulières.

Pour le 6ème FED (\*), les PIR se situent en moyenne en ligne avec les références historiques, tant pour les décisions que pour les paiements. Avec un taux moyen de 86 % de paiements, les PIRs 6ème FED ont nettement amélioré leurs performances en 1996 et se situent 6 points en avance par rapport aux PINs.

Pour le 7ème FED(\*), le taux moyen d'engagements primaires est de 77 %, inférieur aux performances historiques; cela dit, trois PIRs se situent au-delà de 90 % d'engagement.

S'agissant des paiements, la situation appelle une attention tout à fait particulière: les PIRs en effet, ne se situent encore en moyenne qu'à 16 % de consommation de leur dotation d'ensemble, 30 points en retard par rapport aux performances historiques et 13 points en moins par rapport aux performances moyennes des programmes nationaux.

* Volume annuel (1996)	Décisions	Paiements (en millions d'écus, hors reliquats)
Coopération régionale		
Fed 6	6	45
Fed 7	102	108
- Total:	108	153



### 3.1.4 Regional-cooperation

Regional cooperation, for which there is a special financial allocation, also gives rise to significant flows which tend, however, to be out of synch with national projects and are held back by certain constraints.

Decisions and payments under sixth EDF RIPs(\*) have averages in line with historical trends; the 1996 payments average of 86 % is a much improved performance putting 6th EDF RIPs six points ahead of NIPs.

Under the seventh EDF(\*) the average primary commitment rate is 77 %, which is below par. Three RIPs achieved rates of above 90 %, however.

Where payments are concerned, the situation is particularly worrying, only 16 % of total resources having been used. This is 30 points below previous levels and 13 points below the NIP average.

* Annual volume (1996)	Decisions	Payments (in millions d'écus) (excl. unexpended balances)
Coopération régionale		
RIPs EDF 6	6	45
RIPs EDF 7	102	108
-Total:	108	153



### 3.1.5. Les PTOM

Vingt pays et territoires d'outre-mer bénéficient aussi des crédits du FED, bien que la coopération avec eux s'effectue en dehors du cadre juridique de la convention de Lomé.

La mise en œuvre de cette coopération est tributaire des caractéristiques propres aux PTOM. La dimension très modeste des programmes indicatifs, qui s'articulent souvent autour d'un seul projet pour chaque territoire, la dispersion des territoires au regard du réseau des délégations de la Commission, les difficultés de communication et le poids des aides bilatérales dans le montage financier de certains projets sont autant de traits distinctifs qui compliquent les tâches de gestion de la Commission et rendent les flux d'opérations assez aléatoires.

Sur l'ensemble des PTOM qui bénéficient du FED, certaines *caractéristiques communes* peuvent être relevées: les crédits du 6<sup>e</sup> FED sont en général épuisés; l'absorption des ressources du 7<sup>e</sup> FED a souvent pris du retard, beaucoup de projets sont axés sur les communications ou le développement du tourisme. Dans un volume de crédits régionaux au total modeste, la part prise par les activités de promotion commerciale est souvent très élevée. Enfin, la spécificité institutionnelle des PTOM est parfois source de lenteurs administratives et de complications juridiques.

Au total, l'absorption des dotations 7<sup>ème</sup> FED dans les PTOM a atteint 54 % en décisions et 27 % en paiements à la fin 1996, avec un volume annuel de déboursements de l'ordre de 13 millions d'écus en 1996.



### **3.1.5 OCT**

Twenty overseas countries and territories also receive EDF funds but cooperation with them takes place outside the legal framework of the Lomé Convention.

Implementation of cooperation is dictated by the particular nature of the OCT: the very small scale of their indicative programmes, which often involve a single project, the fact that the territories are remote from the network of Commission delegations, communication difficulties and the role of bilateral aid in putting together funding for certain projects are all features which complicate the Commission's management task, making for fluctuations in the flow of operations.

The OCT receiving EDF assistance have a number of features in common: funds from the 6th EDF have by and large run out; absorption of 7th EDF resources has often been slow and a good many projects are geared to communications or the development of tourism. Trade promotion activities often account for a very large slice of the modest volume of regional funds available. The special institutional set-ups of the OCT are sometimes at the root of legal complications and administrative hold-ups.

Overall, the absorption rate of 7th EDF indicative programmes in the OCT was 54% for decisions and 27% for payments at year end, with a disbursement rate of some ECU 13 million per annum.



### 3.2. INSTRUMENTS DE L'AIDE NON PROGRAMMABLE

#### 3.2.1. STABEX et SYSMIN

La Commission a décidé, le 26 juillet 1996, les transferts *Stabex* pour l'année d'application 1995. Au titre de cette décision, 19 États ACP bénéficient de 21 transferts, les transferts les plus importants allant aux pays ACP des Caraïbes en raison des pertes de recettes du secteur 'bananes'<sup>5</sup>

Le montant total des transferts décidés s'élève à 76.241.824 écus.

La tranche annuelle au titre de l'année d'application 1995 est de 360 millions d'écus, conformément à l'Article 191 de la Convention révisée et au second Protocole Financier y annexé, cette tranche ne pouvant toutefois devenir disponible qu'après l'entrée en vigueur de la Convention révisée, lorsque le second protocole financier y annexé aura été ratifié.

Afin d'assurer la continuité dans le fonctionnement du système en permettant d'opérer les transferts au titre de l'année d'application 1995, le Conseil des Ministres ACP-CE, par décision n° 2/96 du 28.6.1996 est convenu que la Commission prélève temporairement des fonds inutilisés sous le régime du premier protocole financier de la Convention de Lomé IV pour payer les transferts aux États ACP pour l'année d'application 1995.

Cette décision permet de couvrir à 100% les transferts décidés au titre de l'année d'application 1995.

Par ailleurs, la Commission a décidé, en date du 3 juin 1996, la répartition entre les différents États ACP éligibles du solde du premier Protocole Financier, soit 67,6 millions d'écus, conformément aux dispositions de l'Article 195 §a de la Convention.

Le montant total des *décisions* *Stabex* (7e FED) est de 80 millions d'écus. Le montant des *paiements* *Stabex* s'est élevé en 1996 à 166 millions d'écus dont 97 millions d'écus sur le 7ème FED et 69 millions d'écus anticipativement sur le 8ème FED.

Une évaluation globale de l'instrument *Stabex* a été entreprise fin 1996, et les conclusions devraient en être connues mi-1997.

Une seule décision de financement SYSMIN (Botswana) pour un montant de 34 millions Ecu a été prise en 1996, marquant ainsi un ralentissement par rapport aux années précédentes.

<sup>5</sup> Il y a lieu de noter que la République rwandaise a demandé, par lettre du 24.10.1996, la réouverture des consultations au titre de l'Article 203, lesquelles sont toujours en cours lors de l'établissement du présent rapport.



### **3.2 NON-PROGRAMMABLE AID**

#### **3.2.1 Stabex and Sysmin**

The Commission approved on 26 July the Stabex transfers for the 1995 application year. Under this decision, 19 ACP States received 21 transfers, with the largest transfers going to Caribbean states to cover losses on bananas.<sup>5</sup>

The overall sum of the transfers approved was ECU 76 241 824.

The tranche available for the 1995 application year is ECU 360 million under Article 191 of the revised Convention and annexed second Financial Protocol but it cannot be drawn on until the Financial Protocol has been ratified.

To keep the system running and make transfers for 1995, the ACP-EC Council of Ministers authorized the Commission by Decision No 2/96 of 28 June 1996 to draw provisionally on the unused funds of the first Financial Protocol to Lomé IV.

Thanks to this decision all transfers for the 1995 application year were covered.

The Commission also decided on 3 June on the breakdown among eligible ACP States of the balance of the first Financial Protocol (ECU 67.6 million) in accordance with Article 195(a) of the Convention.

Stabex decisions under the 7th EDF totalled ECU 80 million. Total Stabex payments in 1996 came to ECU 166 million, 97 million of which from the 7th EDF and ECU 69 million drawn as an advance on the 8th EDF.

An overall evaluation of Stabex started at the end of the year and the conclusions should be known in mid-1997.

One Sysmin financing decision was taken this year (ECU 34 million for Botswana), down on previous years.

<sup>5</sup> By letter of 24 October 1996 Rwanda asked for the reopening of consultations under Article 203 and these consultations are still under way at the time of writing.



La stabilisation de la crise mondiale qui a affecté le secteur de la production minière en 1995 s'est reflétée dans l'inexistence de requêtes de financement SYSMIN en 1996.

Au 31 décembre 1996, la dotation Sysmin de 480 millions d'écus du 7ème FED était engagée à 60 % et décaissée à 22 %.

Dix requêtes supplémentaires sont à l'instruction (Guinée, Suriname, Jamaïque, Mali, Togo, Zambie 2, Guyane, Zimbabwe, Sierra Leone et Niger 2) qui pourraient absorber le solde de la dotation Sysmin du 7ème FED, à moins que les engagements soient mis sur le 8ème FED. Dans ce cas, il conviendra d'examiner l'opportunité de réaffecter les soldes actuels du VIIème FED (+/- 200 millions d'écus), comme cela avait été fait pour le 6ème FED.

### **3.2.2. Instruments gérés par la Banque Européenne d'Investissement**

Dans le cadre des Conventions de Lomé, les financements de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) sont accordés soit sur ses ressources propres sous forme de prêts assortis d'une bonification d'intérêt, soit sur les ressources du FED sous forme d'opérations sur capitaux à risques. L'activité de l'année 1996, marquée par le processus – plus long qu'initialement prévu – de ratification du deuxième protocole Financier de Lomé IV, a permis d'engager la quasi totalité des enveloppes de ressources dont la gestion incombe à la Banque au titre du Premier Protocole Financier. Dans ce contexte, la Banque a :

- sur ses ressources propres, signé 19 nouveaux contrats de prêts assortis de bonification d'intérêt pour un total de 296 millions d'écus et déboursé près de 169 millions d'écus;
- sur capitaux à risques, engagé un montant net total de 26 millions d'écus et versé 118 millions d'écus.

Les interventions en faveur des Caraïbes ont augmenté de façon significative puisqu'un montant de 199 millions d'écus leur a été accordé notamment pour le financement d'un gazoduc à Trinité et Tobago, le développement des télécommunications et l'aménagement d'un port en Jamaïque, l'extension des réseaux électriques en Bahamas et de la Barbade et l'appui à la Banque régionale de développement (CDB).

An easing of the world-wide crisis that affected mining in 1995 is reflected in the fact that there were no applications for Sysmin financing in 1996.

At 31 December 60 % of the Sysmin allocation of ECU 480 million under the 7th EDF was committed and payments stood at 22 %.

Ten applications for financing are being appraised (Guinea, Suriname, Jamaica, Mali, Togo, Zambia 2, Guyana, Zimbabwe, Sierra Leone and Niger 2). They could absorb the remaining funds of the 7th EDF allocation for Sysmin unless some of the commitments are charged against the 8th EDF, in which case consideration should be given to reallocating remaining 7th EDF funds (roughly ECU 200 million), as happened with the 6th EDF.

### **3.2.2 EIB-managed resources**

Under the Lomé Convention, EIB financing comes from the bank's own resources in the form of loans accompanied by interest rate subsidies or from EDF resources in the form of risk capital operations. The year was marked by the longer than foreseen process of ratifying the second Financial Protocol and the commitment of almost all the resources administered by the Bank under the first Financial Protocol:

- *own resources*: signing of 19 loan contracts with interest rate-subsidies for a total of ECU 296 million and disbursements of ECU 169 million;
- *risk capital*: total net commitments of ECU 26 million and payments of ECU 118 million.

Operations in the Caribbean intensified with a total of ECU 199 million accorded to finance a gas pipeline in Trinidad and Tobago, develop telecommunications and a port in Jamaica, expand power grids in the Bahamas and in Barbados and aid the Caribbean Development Bank. Such a regional rebalancing of operations is quite normal and the overall picture of the Bank's operations should be formed over the lifetime of a Convention.



En Afrique, le tassement relatif de l'activité de la Banque s'explique essentiellement, à la fois par l'épuisement progressif des ressources disponibles au titre du Premier Protocole Financier et par le rythme important des engagements dans les premières années de la mise en œuvre de ce Protocole. En ce sens, il n'est pas anormal de devoir constater un rééquilibrage régional des interventions de la Banque dont les implications s'apprécient sur toute la durée d'application d'une Convention considérée.

Par ailleurs, les bonifications d'intérêts se sont élevées en 1996 à 25 millions d'écus en décisions (- 5 millions d'écus sur le 6e FED et 30 millions d'écus sur le 7e FED) et à 32 millions d'écus en paiements (uniquement sur 7e FED)

### **3.2.3. Aides humanitaires et assistance aux réfugiés**

Les actions humanitaires et d'urgence sont prévues à la Convention de Lomé (art. 254) et disposent de crédits spécifiques.

L'année 1994 avait été marquée par une croissance spectaculaire de ces opérations, en particulier suite à la crise rwandaise. L'année 1995 avait vu les niveaux d'engagements et de paiements revenir à des niveaux moins importants, quoique les paiements atteignaient le niveau appréciable de 107 millions d'écus.

L'année 1996 a été caractérisée par un épuisement des crédits disponibles au titre de l'article 254 de la Convention de Lomé IV. En effet, malgré un renforcement de crédits de 150 Mecu décidé par le Conseil CE-ACP en juillet 1994 afin de faire face à l'urgence de la crise dans la région des Grands Lacs, l'ampleur de cette crise et des besoins humanitaires à couvrir a été telle que cela a eu pour conséquence :

- a) d'épuiser les ressources financières disponibles à l'article 254;
- b) de contraindre la Communauté à fournir l'assistance humanitaire requise pour l'ensemble des pays ACP sur les lignes budgétaires du Budget général.

En conséquence, le financement d'opérations humanitaires par ECHO au titre de l'article 254 de la Convention de Lomé IV a été très limité, s'élevant à un montant de 3 millions d'écus<sup>6</sup>. Les opérations humanitaires concernées ont été au nombre de 7. Elles ont principalement consisté en des décisions ad hoc d'urgence relatives à des catastrophes naturelles et épidémies. Dans un seul cas, celui du Mali, l'article 254 a financé un plan d'action humanitaire global, correspondant au soutien au retour et à la réinstallation des populations du Nord-Mali affectées par la rébellion Touareg.

<sup>6</sup> A noter que le solde net des engagements au titre de l'article 254 s'élève comptablement à - 12 millions d'écus, suite à des clôtures de projets antérieurs.

Interest-rate subsidies for the year stood at ECU 25 million for decisions (-ECU 5 million on the 6th EDF and ECU 30 million on the 7th EDF) and ECU 32 million in payments (7th EDF only).

### **3.2.3 Humanitarian aid and aid for refugees**

Provision for humanitarian and emergency operations is made in Article 254 of the Convention for which there is a corresponding allocation of funds.

There was a spectacular rise in such operations in 1994, mainly because of the crisis in Rwanda. The following year the level of commitments and payments returned to more normal levels, although the volume of payments, ECU 107 million, was still substantial.

By 1996 the resources available under Article 254 were exhausted and despite the voting of additional funds of ECU 150 million by the ACP-EC Council of Ministers in July 1994 in response to the crisis in the Great Lakes region, the scale of the crisis and the resulting humanitarian requirements have meant that:

- a) there are no funds left under Article 254;
- b) the Community has been forced to finance humanitarian assistance for the ACP Group under various headings of the Community budget.

There has thus been little financing of ECHO humanitarian operations under Article 254, a mere ECU 3 million.<sup>6</sup> The seven humanitarian operations thus financed were mostly ad hoc decisions to deal with epidemics and natural disasters. One overall plan of action was financed under Article 254: aid for the return and resettlement of people in northern Mali in the wake of the Touareg rebellion.

<sup>6</sup> The net balance of commitments under Article 254 is minus ECU 12 million in the accounts following the closure of earlier projects.



S'agissant de l'aide aux réfugiés, au cours de l'année 1996, trois interventions ont été décidées au titre de l'Article 255 de la Convention de Lomé IV, en faveur des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées, pour un montant total de 3 millions d'écus. Ces décisions ont concerné trois pays ACP différents (Djibouti, Sénégal et Zaïre). Depuis l'entrée en vigueur de la Convention de Lomé IV, 71 actions ont été décidées au titre de l'Article 255 pour un montant total de 84 millions d'écus, par rapport à un crédit initialement disponible de 100 millions d'écus<sup>7</sup>

Du point de vue financier la situation d'ensemble de l'Article 255 est la suivante:

a) décisions:	84 millions d'écus	
b) engagements:	76 millions d'écus	(b/a = 91 %)
c) paiements:	64 millions d'écus	(c/a = 77 %)

Pour la seule année 1996, les engagements nets ont porté sur 1 millions d'écus et les paiements sur 8 millions d'écus, laissant ainsi désormais un montant disponible pour de nouvelles actions en faveur des réfugiés de l'ordre de 4 millions d'écus. Ce solde disponible prend en compte la récupération au cours de la période considérée de 1 millions d'écus de reliquats, résultant notamment de la clôture de divers projets; les projets clôturés représentant actuellement 42 actions, soit 60 % des interventions décidées.

Les caractéristiques de la mise en œuvre de l'Article 255 ont été notamment la contribution à des programmes d'ensemble de réhabilitation (Zaïre), permettant ainsi une complémentarité des instruments financiers (lignes budgétaires) et le rôle particulier des ONG et de l'UNHCR comme partenaires opérationnels principaux. Les secteurs d'intervention primordiaux sont demeurés la santé et la production agricole, éléments essentiels pour l'intégration et l'autosuffisance des populations concernées.

La coordination des actions de la Commission en faveur des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées a été assurée par la mise en œuvre au cours de 1996 des procédures du PISG («Permanent Interservice Group»).

Enfin une évaluation des actions financées sur l'article 255 de la Convention de Lomé IV a été lancée à la fin 1996 afin de dresser un bilan global de l'efficacité de cet instrument; elle devrait être disponible au cours du premier semestre 1997.

<sup>7</sup> dont 12 millions d'écus ont été transférés à l'Article 254 de Lomé IV, comme indiqué plus haut.

Three operations were financed to the tune of ECU 3 million under Article 255 of Lomé IV (*aid for refugees, returnees and displaced persons*) in 1996. The three countries concerned were Djibouti, Senegal and Zaïre. Since the entry into force of Lomé IV, 71 operations have been approved for an overall amount of ECU 84 million. The initial allocation for this article was ECU 100 million.<sup>7</sup>

The overall financial situation for the Article 255 allocation is as follows

a) decisions	ECU 84 million
b) commitments	ECU 76 million(91 %)
c) payments	ECU 64 million(77 %)

For the year 1996 there were commitments of ECU 1 million and payments of ECU 8 million, leaving ECU 4 million to finance future aid for refugees. This balance takes account of the recovery of ECU 1 million, which was the remaining balance following the closure of a number of projects during this period; the projects now closed number 42, 60 % of operations mounted so far.

Noteworthy features of the implementation of Article 255 is the contribution to comprehensive rehabilitation programmes (Zaïre), the aid thus dovetailing with other financial instruments (e.g. operations financed from the budget) and the involvement of NGOs and the UNHCR as the main operational partners. As in previous years, health and agriculture were the key fields of intervention, both being crucial to securing the integration and self-reliance of the beneficiaries.

Coordination of Commission operations for refugees, returnees and displaced persons was ensured by the implementation of the Permanent Inter-Service Group procedures.

An evaluation of the overall effectiveness of the operations mounted under this article was launched at the end of the year and the conclusions should be available in the first half of 1997.

<sup>7</sup> But ECU 12 million were transferred to cover Article 254, see above.



## 4. Perspectives pour 1997

### 4.1. ENGAGER RAPIDEMENT LE 8E FED

Comme indiqué plus haut, l'exécution du 7ème FED accuse un retard certain par rapport aux FEDs précédents. Il faudra donc s'efforcer de tenir compte, pour le 8ème FED, des leçons acquises à partir des difficultés rencontrées.

Aussi, des mesures ont-elles été prises, dès le début de la programmation, pour identifier des stratégies de concentration d'intervention dans des secteurs permettant l'exécution rapide des projets et programmes.

Par ailleurs, l'instruction et la formulation de projets à financer sur 8ème Fed, ont déjà commencé dans de nombreux pays et certains dossiers sont déjà finalisés. L'année 1997, lère année d'entrée en vigueur du 8ème FED sera cruciale pour les années à venir et spécialement pour les années 1999 et 2000 où les réalisations de chaque pays ACP seront passées en revue afin de rendre disponible le solde (30 %) de l'enveloppe financière de chaque programme indicatif.

### 4.2. APURER LES COMPTES DU PASSÉ

D'autres opérations sont en cours pour 'nettoyer les comptes du FED' avant que n'entre en vigueur le 8ème FED.

*L'absorption des reliquats des anciens FED est un impératif pour tous les pays qui en disposent, et doit être considérée comme prioritaire par rapport à l'engagement des crédits encore disponibles sur 6ème, 7ème FED et bientôt 8ème FED. Un plan d'engagement des reliquats avait été convenu en 1994 dans chaque pays avec les services de l'ordonnateur national, visant à ce que les projets présentés au comité du FED courant 1995 et 1996 soient d'abord financés par les reliquats disponibles en subventions sur les FEDs précédents, en réduisant à due concurrence le tirage nécessaire sur le PIN FED7.*

Ce plan a porté ses fruits en 1996 avec un niveau d'engagements porté à 39 millions d'écus par rapport à 3 millions d'écus seulement en 1995, le montant total des versements s'étant élevé pour l'année à 45 millions d'écus.

## 4. Outlook for 1997

### 4.1 A QUICK START TO IMPLEMENTING THE 8TH EDF

As mentioned earlier, implementation of the 7th EDF has been slower than earlier Funds and the lessons learnt should be taken into account for the 8th.

Measures were taken at the start of programming to identify strategies for focusing efforts in sectors where projects and programmes can be implemented rapidly.

The appraisal and drafting of projects to be financed under the 8th EDF has already started in a number of countries and some are ready to go. The coming year, 1997, will be the 8th EDF's first year of operation and will set the tone for the following years, 1999 and 2000 being of special significance for the review of progress in each country to determine whether or not the remaining 30% tranche of the indicative programme should be made available.

### 4.2 CLEARING PAST ACCOUNTS

Other operations are under way to 'clean up' the EDF accounts before 8th EDF programming commences.

Absorption of unexpended balances from former EDFs is essential for all countries which have such balances and should be given priority over the commitment of funds available under the 6th and 7th (and soon 8th) EDFs. In 1994 a plan for committing the outstanding balances was agreed with the national authorizing officer in each country, the idea being that projects presented to the EDF Committee in 1995 would be funded first and foremost from the available outstanding balances from previous EDFs, reducing accordingly the amount drawn from the 7th EDF NIP.

In 1996 the plan bore fruit in the form of commitments of ECU 39 million compared with only ECU 3 million the previous year; payments stood at ECU 45 million.



## B. Aspects qualitatifs et éléments d'analyse

### 5. Orientations sectorielles de l'aide<sup>8</sup>

En termes de secteurs économiques, la classification sectorielle des programmes Lomé III est solidement établie depuis 1988. La coopération CE/ACP a nettement privilégié le développement rural (50 % des crédits affectés à des projets et programmes) par rapport au développement industriel et aux secteurs sociaux. L'aide programme est apparue relativement tard avec la première génération des programmes sectoriels d'importation (PSI) qui ont démarré en 1987-88, et n'a représenté que quelque 6 % des transferts de Lomé III.

Maintenant que près des 3/4 du 7ème FED sont engagés, il devient possible de mieux percevoir la répartition sectorielle de l'aide sous Lomé IV. Les décisions déjà prises révèlent un net déclin du développement rural, qui se situe au même niveau que l'ajustement structurel; Lomé IV se caractérise surtout par la part croissante des aides à l'ajustement qui absorbent près de 25 % des crédits décidés, et par le doublement de l'aide au développement social.

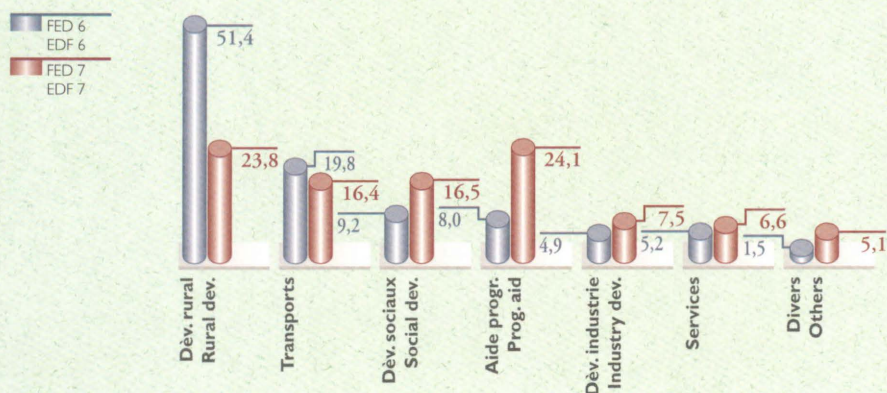
<sup>8</sup> Les indications fournies dans ce chapitre se fondent sur le nouveau système de codification sectorielle utilisé par la Commission, qui est conforme à la nomenclature 'SNPC' de l'OCDE. Le développement de ce système en est encore au stade expérimental et les indications fournies ne sont dès lors pas définitives.

### (8) Ventilations des décisions du FED par secteurs économiques projets et programmes nationaux

En % du montant total décidé

### Breakdown of EDF decisions by economic sector national projects and programmes

As % of the total allocated amount



## **B. Qualitative aspects and analysis**

### **5. Sectoral aid guidelines<sup>8</sup>**

In terms of economic sectors, the sectoral classification of Lomé III programmes has been well established since 1988. ACP-EC cooperation has focused heavily on rural development (50% of the funds for projects and programmes) compared with industrial development and social sectors. Programmed aid was a relative latecomer; the first generation of sectoral import programmes (SIP) launched in 1987-88 accounting for only around 4% of Lomé III transfers.

Now that nearly three-quarters of 7th EDF resources have been committed we can now see more clearly the sectoral breakdown of aid under Lomé IV. Decisions now show a marked decline in rural development operations, which are now level pegging with structural adjustment. A feature of Lomé IV is the growing importance of adjustment aid, which accounts for nearly 25% of the appropriations approved, and the doubling of the amount of aid for social development.

<sup>8</sup> The information in this chapter is based on the new sectoral codification system used by the Commission, which conforms to the OECD creditor reporting system. This system is still at the experimental stage and the information supplied should not be considered as final.



Il faut souligner en effet que les *secteurs sociaux* – santé et formation – bénéficient d'un soutien du FED beaucoup plus important depuis le 7<sup>e</sup> FED (17 % sous 7<sup>e</sup> FED; 9 % sous 6<sup>e</sup> FED), sans compter les appuis budgétaires à ces secteurs via les fonds de contrepartie de l'ajustement structurel.

### 5.1. LES PROGRAMMES DANS LE SECTEUR ÉDUCATION & FORMATION

La mise en œuvre des Articles de la Convention de Lomé IV sur l'éducation et la formation (voir surtout Art. 151) a été fortement influencée, à partir de 1995, par la résolution du Conseil des Ministres de novembre 1994, posant les bases d'une politique de coopération donnant la priorité à la généralisation de l'éducation fondamentale et au renforcement de la coordination entre la Communauté et les Etats membres. Si, traditionnellement, l'aide communautaire dans ce secteur s'était concentrée d'abord sur la création d'infrastructures pédagogiques, et plus tard sur la formation universitaire et technique de haut niveau, à partir des deux derniers exercices, le taux des investissements destinés aux programmes d'éducation de base ne cesse d'augmenter. En effet, ce taux qui était de 1 % dans les années 1989-90 est passé à 13 % en 1995 et a atteint environ 17 % en 1996.

Encore faut-il considérer que le montant des investissements du FED dans ce secteur est certainement sous-évalué dans une telle présentation, car beaucoup de projets d'infrastructure ou de développement rural possèdent des volets importants de formation qui n'apparaissent pas dans les statistiques.

Le nombre total de projets actifs dans le secteur éducation/formation en fin d'année 1996 était de 194, représentant un montant global d'engagements de 516 millions d'écus, dont 355 (69 %) sur programmes nationaux et 161 (31 %) sur programmes régionaux. 40 % de ces engagements sont financés sur le 6<sup>ème</sup> FED et 60 % sur le 7<sup>ème</sup>, représentant une augmentation d'environ 50 % en faveur de ce dernier.

A ces chiffres, il faut encore ajouter les fonds de contrepartie générés par les programmes d'ajustement structurel, qui approchent les 500 millions d'écus sur fonds de Lomé IV. Ainsi, il apparaît que les investissements en éducation et formation consentis par la Communauté dans le cadre de Lomé IV ont plus que triplé par rapport à Lomé III.

Le mouvement des engagements enregistrés en 1996, conserve à peu près le même niveau qu'en 1995, tant en matière de décisions de financement (32 millions d'écus en 95 et 34 millions d'écus en 96), qu'en matière de paiements (42 millions d'écus en 95 et 46 millions d'écus en 96).

It should be stressed that social sectors (health and training) receive much more EDF support under the 7th EDF (17% against 9% under the 6th EDF), in addition to which there is budgetary aid financed with the counterpart funds of structural adjustment.

#### **5.1 EDUCATION AND TRAINING PROGRAMMES**

The implementation of the Lomé IV provisions on education and training (especially Article 151) has been conditioned since 1995 by the Council resolution of November 1994 concerning the priority to be given to basic education and importance of coordination between the Community and the Member States in development cooperation. Traditionally, Community aid in this sector focused on school infrastructure and, later, on universities and advanced technical training but in the last two years the amount of investment in basic education programmes has been rising steadily: from 1% in 1989-90 to 13% in 1995 and some 17% in 1996.

We should also remember that these figures certainly underestimate the level of EDF investment in this sector since many infrastructure and rural development projects have training components that does not appear in the statistics.

The total number of active education/training projects at year-end was 194, together accounting for ECU 516 million in commitments, of which 355 million (69%) came from national programmes and 161 million (31%) from regional programmes. The breakdown between Funds was 40% from the 6th EDF and 60% from the 7th, a shift of 50% to the latter.

To these figures we must add the counterpart funds generated by structural adjustment programmes, which amount to close on ECU 500 million under Lomé IV. We can therefore conclude that investment in education and training has almost tripled under Lomé IV compared with Lomé III.

The movements recorded this year stood at more or less 1995 levels as regards both decisions (ECU 34 million against ECU 32 million in 1995) and payments (ECU 46 million against ECU 42 million in 1995).



## 5.2. LES PROGRAMMES DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET DU VIH/SIDA

Les appuis financiers à la santé mobilisés dans le cadre du 7ème FED ont continué à connaître une croissance significative. C'est ainsi qu'au titre des programmes indicatifs nationaux et régionaux, les projets nouveaux approuvés atteignent un montant de quelque 412 millions d'écus.

L'effort de sécurisation des dépenses de santé prioritaires des budgets nationaux de santé via l'affectation des fonds de contrepartie générés par l'appui à l'ajustement structurel s'est poursuivi en 96 et représente pour cette année 38 millions d'écus (répartis entre 11 pays impliqués dans des programmes d'ajustement structurel). Au total, ce sont quelque 563 millions d'écus qui ont été mobilisés au titre des appuis budgétaires à la santé sous les fonds 7ème FED.

D'importants programmes santé ont fait l'objet de décisions de financement en 1996 en particulier un projet de 45 millions d'écus d'appui à la poursuite des actions entreprises par la société civile zairoise pour restaurer un niveau minimum de services de santé au Zaïre et un projet d'un montant de 19 millions d'écus d'appui à l'amélioration des services de santé de base au Malawi.

Un important programme régional de 9.5 millions d'écus a permis de financer un appui technique et financier visant à la sécurisation de l'approvisionnement en vaccins prioritaires dans 8 pays d'Afrique sahélienne.

Les efforts d'assistance à la restructuration des politiques pharmaceutiques ont été poursuivis, notamment au Burkina Faso, Madagascar, Cameroun, Côte d'Ivoire, République Centrafricaine. Financées sur les fonds Tous ACP, plusieurs actions ont été poursuivies dans le domaine de l'appui aux réformes de santé, en particulier deux réunions qui ont permis de développer une réflexion entre experts nationaux, assistants techniques et les services de la Commission sur la décentralisation des services de santé, les conditions de son succès et les principaux problèmes à résoudre dans ce contexte.

Dans le domaine du VIH/SIDA, pour lequel un montant de 50 millions d'écus dont 20 millions d'écus sur le programme régional tous ACP et 30 millions d'écus sur les programmes indicatifs nationaux a été réservé dans le cadre de Lomé IV, le niveau d'engagement s'élève, fin 1996, à 92% après la signature entre autres de 3 décisions de financement, financées sur les fonds des programmes indicatifs nationaux de la République Dominicaine, du Ghana et du Bénin. Dans le cadre du programme régional, un nouveau cours de formation en sécurité transfusionnelle pour l'Afrique anglophone a été financé.

Enfin, le renforcement de la coordination avec les aides bilatérales des Etats membres en application des Résolutions du Conseil Développement de 1994 s'est traduit notamment par la tenue de plusieurs réunions d'experts des Etats membres.

## **5.2 HEALTH AND HIV/AIDS PROGRAMMES**

Financing for the health sector has also risen significantly under Lomé IV, new projects approved under NIPs and RIPs accounting for ECU 412 million.

Efforts to secure priority public health spending through counterpart funds generated by structural adjustment continued in 1996, the sums involved amounting to ECU 38 million (11 countries involved in structural adjustment programmes). This makes a total of ECU 563 million in budgetary aid for health under the 7th EDF.

Among the major health projects decided in 1996 was aid of ECU 45 million to finance operations undertaken by organizations of civil society in Zaire to try to restore a minimum level of services and ECU 19 million to improve basic health services in Malawi.

An important regional programme with funds of ECU 9.5 million will provide financial and technical assistance aimed at securing the procurement of priority vaccines in eight Sahel countries.

Efforts to restructure pharmaceutical policies in Burkina Faso, Madagascar, Cameroon, Côte d'Ivoire, and Central African Republic continued. The 'all ACP' allocation financed aid for ongoing health service reforms, notably two meetings between national experts, TA personnel and Commission representatives to discuss how to successfully decentralize health services and deal with problems arising.

The commitment rate of the ECU 50 million earmarked for HIV/AIDS operations under Lomé IV (20 million 'all ACP' and 30 million from NIPs) rose to 92% following the signing of three financing decisions under the NIPs of Dominican Republic, Ghana and Benin. A new training course for English-speaking Africa on safe procedures for transfusions was financed with regional funds.

In response to the Council resolutions of 1994 on the stepping-up of coordination with the bilateral aid programmes of the Member States a number of meetings were held with Member State experts.



## 6. Le Cycle de projet.

La Commission a introduit depuis 1993 la méthode de gestion du cycle de projets. Celle-ci s'illustre notamment par le "cadre logique" regroupant les objectifs, résultats et activités du projet, ainsi que les hypothèses de travail. Cette approche s'applique à tous les stades du cycle, depuis l'identification du projet, jusqu'à son évaluation finale.

L'application de cette méthode a demandé un grand effort de formation des services de la Commission, des administrations ACP et des bureaux de consultants. Celle-ci a démarré dès 1992 et s'est poursuivie en 1996, dans les Etats ACP et dans l'Union Européenne, y compris auprès des administrations nationales des Etats membres.

De nouveaux développements dans la gestion du Cycle ont eu lieu en 1996:

- la parution et la diffusion d'un Manuel d'Analyse Financière et Economique et d'un guide concernant le secteur des infrastructures de transport reprenant entre autres, de façon détaillée, les diverses questions qu'il convient de se poser, à chacune des étapes du cycle (de l'identification jusqu'à l'évaluation finale) à propos de l'instruction et de la mise en œuvre des projets relevant de ce domaine;
- la mise en place, au sein de la Direction Générale du Développement, d'un Comité interne d'appui à la qualité chargé de conseiller les services dans l'instruction et la formulation des projets, avant la prise de décisions de financement;
- une étude globale de consultants faisant le bilan de l'introduction de la "gestion du cycle de projets" et une étude plus spécifique sur le suivi des projets, qui pourront être exploités en 1997.

## 6. The project cycle

In 1993 the Commission introduced the project cycle management method. The essence of this approach is the logical framework which ties together the objectives, results and activities of a project and the underlying assumptions on which it is based. It covers all stages of the project cycle, from identification to final evaluation.

Its application required lengthy preparation and the training of Commission and ACP State officials and staff of consultancy firms, a process that started in 1992 and continued in 1996, taking place in EU and ACP countries and within the relevant departments of the Member States.

New developments in project cycle management in 1996:

- publication and dissemination of a manual on financial and economic analysis of development projects and of a guide to transport infrastructure projects covering in detail the various questions that can arise at each stage of the cycle (from identification to final evaluation);
- the setting-up of an internal quality committee within the DG VIII to advise departments on project appraisal and design before the financing decision stage;
- a report drawn up by consultants to assess the introduction of the project cycle management approach, plus a more specific study on project monitoring, the conclusions of which will be taken on board in 1997.



## 7. Evaluations et rétroaction

La Commission a continué en 1996 à donner une grande priorité à l'évaluation des projets, ce qui a maintenu le niveau élevé du nombre de rapports d'évaluation disponibles.

Outre de nombreuses évaluations spécifiques de projets, plusieurs politiques, secteurs et thèmes majeurs ont été évalués durant l'année:

- santé/lutte contre le SIDA – Tous ACP;
- aide alimentaire (conjointement avec plusieurs Etats membres) – ACP/ALA/MED;
- programme spécial contre l'apartheid;
- développement urbain – Tous ACP;
- observateurs des Droits de l'homme;
- développement institutionnel – ACP/ALA/MED.

Une contribution a également été apportée à une évaluation multidonateurs de l'aide humanitaire au Rwanda, menée par le Danemark.

De grandes évaluations en cours depuis 1995 ont continué en 1996, dont les rapports sont attendus pour 1997: Sysmin et secteur minier; tourisme, crédit, micro-réalisations.

L'évaluation globale de l'aide européenne dans les ACP, telle qu'elle avait été demandée par le Conseil des Ministres du Développement mi-1995 a progressé, avec la production en 1996 d'un inventaire complet des flux d'aide; une synthèse provisoire sera disponible dans le courant du 1er trimestre 1997.

De nouvelles évaluations importantes ont été lancées, en 1996, dont celle concernant l'environnement et les Forêts Tropicales dans les pays ACP/MED/ALA.

La communication des résultats des évaluations s'est faite de multiple façon, à l'attention de destinataires différents: distribution de synthèses de rapports au Parlement et au Conseil; contributions aux bases de données, notamment celle de l'OCDE; rencontres avec les services d'évaluation des Etats membres.

Deux rapports annuels pour 1996 (un général et un spécifique en application de l'article 327 (b) de la Convention de Lomé) seront produits en 1997.

Les leçons tirées des évaluations antérieures ont permis en 1996 de nourrir significativement l'exercice de programmation du 8ème FED, tant pour l'élaboration des documents de stratégie que pour la négociation des programmes indicatifs.

Enfin, ces enseignements ont également nourri considérablement les discussions préparatoires et le contenu du "livre vert" sur le futur de la Convention de Lomé, à l'horizon 2000.

## **7. Evaluation and making use of feedback**

Project evaluation continued to have high priority in 1996 and a good number of reports were commissioned concerning not only specific projects but also whole sectors and major areas of policy, i.e.:

- health/AIDS prevention (all ACP);
- food aid (in conjunction with some Member States and concerning ACP/ALA/MED countries);
- special anti-apartheid programme;
- urban development (all ACP);
- human rights observers;
- institutional development (ACP/ALA/MED).

A contribution was also made to an evaluation of multi-donor humanitarian aid to Rwanda carried out by Denmark.

Work continued on major evaluations of Sysmin/the mining sector, tourism, credit and microprojects, which started in 1995, and the reports are expected in 1997.

The overall evaluation of Community aid for the ACP States requested by the Council in mid-1995 made a step forward this year with the production of a complete inventory of aid flows; a provisional summary report will come out in the first quarter of 1997.

New evaluations commissioned included on the environment and tropical forests in ACP/MED/ALA countries.

The conclusions of such evaluations are disseminated in a variety of ways: summary reports to Parliament and the Council, entries in databases (including that of the OECD) and inputs to evaluation meetings with Member State representatives.

The lessons learnt from these evaluation exercises were of great importance for the programming of the 8th EDF, both in the strategy papers and the negotiation of the indicative programmes. They also provided a significant input into the Green Paper on the future of Lomé cooperation after the year 2000.



## Glossaire

<b>ACP</b>	Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires de la Convention de Lomé
<b>BEI</b>	Banque Européenne d'Investissement
<b>Ecus</b>	Unité de compte européenne, valant en moyenne 1.28 dollar US (août 1996)
<b>FAS</b>	Facilité d'Ajustement Structurel
<b>FED</b>	Fonds européen de Développement
<b>ONG</b>	Organisation non-gouvernementale
<b>PGI</b>	Programme général d'importation
<b>PIN</b>	Programme Indicatif National
<b>PIR</b>	Programme Indicatif Régional
<b>PSI</b>	Programme sectoriel d'importation
<b>PTOM</b>	Pays et Territoires d'Outre-Mer associés à l'Union européenne
<b>Stabex</b>	Système de stabilisation des recettes d'exportation de produits de base agricoles
<b>Sysmin</b>	Facilité de financement spéciale pour le secteur minier
<b>UE</b>	Union européenne instituée par le Traité de Maastricht signé par les Douze Etats membres de la Communauté européenne, et entrée en vigueur en novembre 1993. L'UE compte 15 Etats membres à ce jour.

# Glossary

<b>ACP</b>	African, Caribbean and Pacific States who signed the Lomé Convention
<b>ECU</b>	European currency unit, worth on average 1.28 US dollar (August 1996)
<b>EDF</b>	European Development Fund
<b>EIB</b>	European Investment Bank
<b>EU</b>	European Union established by the Maastricht Treaty which was signed by the Twelve Member States of the European Community; came into force in November 1993. There are now 15 Member states.
<b>GIP</b>	General Import Programme
<b>NGO</b>	Non-governmental organisation
<b>NIP</b>	National Indicative Programme
<b>OCT</b>	Overseas Countries and Territories which are associated with the European Union
<b>RIP</b>	Regional Indicative Programme
<b>SAF</b>	Structural Adjustment Facility
<b>SIP</b>	Sectoral Import Programme
<b>Stabex</b>	Stabilisation of export earnings from agricultural commodities system
<b>Sysmin</b>	Special financing facility for the mining sector



***Commission Européenne***

**Direction générale du Développement**

Tiré à part du Courrier ACP-UE

Manuscrit achevé en juin 1997

CONCEPTION, GRAPHISME, IMPRESSION ET FAÇONNAGE

Imprimerie Lannoo, Tielt-Belgique

Reproduction autorisée sous réserve  
d'indication de la source.

Les indicateurs socio-économiques ont été  
fournis par Eurostat.

Les cartes reproduites n'impliquent la  
reconnaissance d'aucune frontière  
particulière, ni ne préjugent le statut  
d'aucun Etat ni territoire.

***European Commission***

**Directorate-General for Development**

Special issue of The Courier ACP-EU

Manuscript completed in June 1997

CONCEPT, GRAPHIC DESIGN, PRINTING AND BINDING

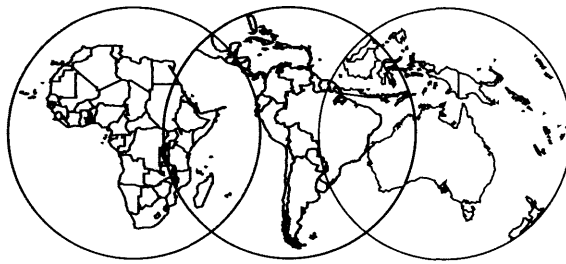
Lannoo Printers, Tielt-Belgium

Reproduction authorized, subject to  
indication of source.

Socio-economics indicators from  
Eurostat.

The maps reproduced here do not imply  
recognition of any particular border,  
nor do they prejudice the statut of any  
state or territory.





---

CF-AA-97-005-A2-C

ISBN 92-828-0827-0



9 789282 808276

EDITEUR PUBLISHER  
Philippe Souleste

CCE CEC  
rue de la Loi, 200  
B-1049 Bruxelles

Imprimé en Belgique  
Printed in Belgium